

**COMMENTAIRES SUR LES RÉSULTATS**  
**Comptes consolidés au 31 décembre 2021**

**version provisoire au 17 mars 2022**

(en cours d'audit)

## SOMMAIRE

<b>1</b>	<b>RAPPROCHEMENT AVEC SUEZ .....</b>	<b>3</b>
1.1	Rapprochement avec Suez	4
<b>2</b>	<b>FAITS MARQUANTS DE LA PÉRIODE .....</b>	<b>8</b>
2.1	Evolution de l'activité et des résultats	9
2.2	Evolutions au sein du Groupe – Programme stratégique	10
2.3	Financement du Groupe	13
2.4	Plan d'Actions de Performance et d'Épargne Groupe	14
2.5	Évolution de la gouvernance	16
<b>3</b>	<b>INFORMATIONS COMPTABLES ET FINANCIÈRES .....</b>	<b>18</b>
3.1	Chiffres clés	19
3.2	Chiffre d'affaires du Groupe	20
3.3	EBITDA du Groupe	25
3.4	Autres éléments du compte de résultat	27
<b>4</b>	<b>FINANCEMENT .....</b>	<b>33</b>
4.1	Evolution du Free Cash Flow et de l'Endettement financier net	34
4.2	Investissements Industriels et Financiers	36
4.3	Besoin en fonds de roulement opérationnel	37
4.4	Financement externe	38
<b>5</b>	<b>AUTRES ÉLÉMENTS .....</b>	<b>41</b>
5.1	Rendement des capitaux employés (ROCE)	42
5.2	Honoraires des Commissaires aux Comptes	43
5.3	Opérations avec les parties liées	43
5.4	Evènements postérieurs à la clôture	43
5.5	Facteurs de risque	44
5.6	Perspectives	44
<b>6</b>	<b>ANNEXES .....</b>	<b>45</b>
6.1	Réconciliation des données publiées en 2020 et 2019 avec les données retraitées en 2021	46
6.2	Réconciliation des indicateurs GAAP et des indicateurs utilisés par le Groupe	47
6.3	Définitions	49

VEOLIA ENVIRONNEMENT

# COMMENTAIRES SUR LES RESULTATS

Comptes Consolidés au 31 décembre 2021

---

# 2021

Version en cours de revue par les commissaires aux comptes

## Message du Président

**Antoine Frérot, Président Directeur Général du Groupe a déclaré :** « L'année 2021 s'est conclue dans la très bonne lancée des neuf premiers mois, avec au total des résultats record pour Veolia. La croissance de l'activité est restée soutenue tout au long de l'année, tant en volumes, qui ont progressé de plus de 3%, qu'en valeur, le modèle d'indexation tarifaire dont bénéficie la grande majorité de nos contrats nous permettant d'absorber les effets de l'inflation. L'amélioration continue de notre efficacité a par ailleurs sensiblement amplifié cette croissance de l'activité. Ces résultats record témoignent de la solidité et de la bonne exécution de notre programme stratégique Impact 2023, avec notamment de puissants relais de croissance à l'international et dans les nouvelles offres. Ce sont ces fondements qui permettent à notre Groupe d'être aujourd'hui résilient face au conflit dans l'Est de l'Europe, comme lors des crises précédentes. Veolia aborde 2022 dans de bonnes conditions, au moment d'intégrer les activités que nous avons rachetées dans le cadre de l'OPA sur Suez. Près de 10 Mds€ de chiffre d'affaires vont ainsi s'ajouter aux 28 Mds€ réalisés en 2021, soit un apport de plus de 30% qui vont permettre de renforcer encore l'empreinte du Groupe à l'international, et donner un coup d'accélérateur à nos capacités d'innovation. Cette croissance, couplée aux synergies attendues, se traduira en termes de résultat net par une hausse de plus de 20% dès cette année, avec effet relatif sur le bénéfice par action d'environ 40% en 2024. La création du grand champion mondial de la transformation écologique est lancée et est sur de bons rails. »

1

## **RAPPROCHEMENT AVEC SUEZ**

## 1.1 Rapprochement avec Suez

### RESUME DES PRINCIPALES ETAPES DU RAPPROCHEMENT

#### Dates clefs de l'année 2021

- **8 février 2021** : publication par l'AMF de l'avis de dépôt de l'Offre Publique d'Achat de Veolia sur le capital de Suez
- **12 avril 2021** : **accord de principe entre Suez et Veolia** fixant notamment le prix de l'Offre Publique d'Achat à 20,50 € par action Suez (coupon attaché) et la création d'un Nouveau Suez cédé au "Consortium" (Meridiam, la Caisse des dépôts et consignations, CNP Assurances et Global Infrastructure Partners )
- **14 mai 2021** :
  - o **Accord de rapprochement** entre Suez et Veolia fixant les termes et conditions de l'Offre Publique d'Achat ("l'Offre") ainsi que les principes généraux de la création du Nouveau Suez
  - o **Memorandum of Understanding** entre Veolia, Suez et le Consortium pour la reprise du New Suez : activités Eau et Déchets (hors déchets dangereux) en France et certaines activités à l'international
- **27 juin 2021** : **remise par le Consortium d'une offre ferme pour le périmètre Nouveau Suez** :
  - o Périmètre concerné :
    - i. les activités Eau et Déchets (à l'exception des déchets dangereux) de Suez en France,
    - ii. la *global business unit* « Smart & Environmental Solutions » de Suez (à l'exception de « SES Spain », de « SES Aguas Andinas » et d'une partie de « SES Colombia »),
    - iii. les activités "Eau Municipale" de Suez en Italie ainsi que la participation dans ACEA,
    - iv. les activités "Eau Municipale" de Suez en République Tchèque,
    - v. les activités "Eau Municipale et Déchets" (à l'exception des déchets dangereux) de Suez en Afrique ainsi que la participation dans Lydec,
    - vi. les activités "Eau Municipale" en Inde, au Bangladesh et au Sri Lanka,
    - vii. les activités "Eau municipale", "Eau industrielle" et "design et de construction infrastructure" de Suez en Chine, ainsi que l'ensemble des activités du groupe Suyu et deux incinérateurs industriels à Shanghai et Suzhou,
    - viii. les activités "Eau municipale" de Suez en Australie,
    - ix. les activités de Suez en Ouzbékistan, en Azerbaïdjan, au Turkménistan et au Kazakhstan.
  - o conditionnée à certaines réorganisations du périmètre cédé, au transfert au Consortium d'au moins 90% des revenus du périmètre cédé et le règlement livraison de l'OPA
- **20 juillet 2021** : avis de conformité de l'AMF sur le projet de l'Offre
- **29 juillet 2021** : ouverture de l'Offre avec un prix de 19,85 euros par action suite au détachement du dividende de 0,65 euros par action approuvé par l'assemblée générale annuelle des actionnaires de Suez en date du 30 juin 2021
- **14 décembre 2021** : approbation par la Commission Européenne du projet d'acquisition de Suez par Veolia, assortie de quelques remèdes s'ajoutant aux cessions des activités d'eau municipale et des déchets banals France au Nouveau Suez d'ores et déjà prévues, et portant sur les domaines de l'eau industrielle, des solutions mobiles de l'eau et des déchets industriels spéciaux.

#### Janvier - février 2022 : clôture de l'OPA, cession au Consortium

- **10 janvier 2022** : clôture de L'OPA au prix de 19,85 € (droits à distribution attachés) par action Suez
  - o Détention de 551 451 261 actions Suez par Veolia, représentant 86,22% du capital et des droits de vote de Suez.

- **12-17 janvier 2022** : réouverture de l'offre permettant aux actionnaires n'ayant pas apporté leurs actions de le faire dans des conditions inchangées
  - o Détention par Veolia de 613 682 445 actions, soit 95,95 % du capital et des droits de vote de Suez.
  - o Le retrait obligatoire des actions Suez est intervenu le 18 février 2022.
- **Le 31 janvier 2022** : réalisation par Veolia de la cession au Consortium du Nouveau Suez conformément aux termes du contrat d'acquisition en date du 22 octobre 2021, et pour une valeur d'entreprise inchangée.
- **18 février 2022** : radiation des actions Suez de la cote sur Euronext après la clôture du marché.

## AUTORISATIONS RELATIVES AU CONTROLE DES CONCENTRATIONS

---

En date du 31 décembre 2021, le projet de rapprochement avait obtenu 17 autorisations de la part des principales autorités de la concurrence nationales, en plus de l'autorisation de la Commission européenne.

L'Opération fait l'objet d'une enquête par l'Autorité britannique de la Concurrence (la "CMA"), qui a décidé le 21 décembre 2021 d'ouvrir une enquête approfondie afin d'examiner plus en détail les effets de l'Opération au Royaume-Uni, mais a toutefois autorisé préalablement la clôture de l'OPA qui est intervenu le 18 Janvier 2022.

## FINANCEMENT DES OPERATIONS

---

### Acquisition du Bloc (29,9% du capital de Suez auprès d'Engie)

L'acquisition des 29,9% du capital de Suez a été financée sur les ressources propres du Groupe puis refinancée le 14 octobre 2020, par l'émission de titres super subordonnés de dernier rang à durée indéterminée en euros (850 millions d'euros à 2,25% de rendement avec une première date de révision en avril 2026, et 1 150 millions d'euros à 2,50% de rendement avec une première date de révision en avril 2029). Cette opération a permis de renforcer la structure financière du Groupe tout en confortant ses ratios de crédit.

### Offre Publique d'Achat

L'Offre Publique d'Achat déposée par Veolia portait sur 451 892 781 actions non encore détenues par Veolia, au prix de 19,85 euros, soit un montant maximum de 8,97 milliards d'euros. Le financement de l'Offre a été assuré par un crédit relais conclu avec un syndicat bancaire tel que précisé dans les Engagements reçus de financement de 9 milliards d'euros. Ce crédit a été refinancé d'une part par le produit de la cession du "Nouveau Suez" reçu le 31 janvier 2022, et d'autre part par l'augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription, finalisée en octobre 2021, pour 2,5 milliards d'euros (se référer au chapitre 2.3.2 Augmentation de capital). Le plan de financement a été élaboré de façon à préserver, pour le groupe élargi, une notation de crédit correspondant à un *rating investment grade* et à maintenir le ratio d'endettement financier net / EBITDA en dessous de 3.0x à moyen terme conformément aux objectifs du Groupe.

## IMPACT DANS LES COMPTES CONSOLIDES DU 31 DECEMBRE 2021 DE LA PARTICIPATION DANS SUEZ

---

### Comptabilisation du bloc (acquisition des 29,9% des titres Suez auprès d'Engie)

Compte tenu de la procédure de contrôle des concentrations toujours en cours au Royaume Uni au 31 décembre 2021, les droits attachés aux actions Suez acquises le 6 octobre 2020 ne permettent pas à Veolia :

- de disposer de représentant au Conseil d'administration de Suez ;
- d'avoir la libre faculté d'utiliser ses droits de vote pour influencer sur les politiques de Suez (sauf situation particulière et dérogation spécifique).

En conséquence, le management de Veolia considère au 31 décembre 2021 ne pas pouvoir participer au processus d'élaboration des politiques financières et opérationnelles de Suez, au sens de la norme IAS 28.

En l'absence d'influence notable, la participation de 29,9 % dans Suez demeure comptabilisée dans l'état de la situation financière consolidée en titres non consolidés.

Conformément à la norme IFRS 9, ces titres sont évalués à la juste valeur. En pratique, le cours de bourse de clôture est la référence utilisée. En application de la politique comptable du Groupe, l'ensemble des effets de variation de juste valeur est comptabilisé en autres éléments du résultat global.

En conséquence, au 31 décembre 2021, la valeur des titres Suez s'élève à 3 721 millions d'euros. Le montant comptabilisé en autres éléments du résultat global depuis le 6 octobre 2020 s'établit à 295,8 millions d'euros.

### **Droit à complément de prix au bénéfice d'Engie**

Aux termes du contrat d'achat d'actions signé en Octobre 2020, Engie bénéficiait d'un droit à complément de prix dans l'hypothèse où le marché bénéficierait d'une surenchère de la part de Veolia, permettant ainsi à Engie de bénéficier du relèvement du prix de l'Offre à 20,50 euros (dividende attaché). Ce complément de prix était égal - compte tenu du calendrier de dénouement projeté de l'opération - pour chaque action cédée dans le cadre de l'Acquisition du Bloc, à la différence entre le prix par action versé dans le cadre de l'Offre et le prix par action versé dans le cadre de l'Acquisition du Bloc.

Veolia a procédé à un examen des mécanismes attachés à l'activation de cette clause. Cette dernière devenait effective (paiement du complément de prix) si et seulement si une Offre Publique d'Achat était effectivement lancée et si elle était réussie, c'est-à-dire si Veolia obtenait le contrôle de Suez.

La clause de complément de prix répond aux critères d'une dette partie à la "Business Combination" au sens de la norme IFRS 3R, car ce droit constitue une contrepartie à la prise de contrôle, un élément de l'échange contre l'acquis, et en conséquence fait partie intégrante de la définition du prix d'acquisition ("*consideration paid*") lors de la réalisation des travaux d'allocation des actifs acquis et passifs assumés.

Au 31 décembre 2021, l'engagement financier lié à cette clause a été apprécié comme constitutif d'une dette (pour un montant de 347,4 millions d'euros). En effet, IAS 32 §19 indique qu'une dette doit être reconnue lorsqu'il n'y a pas d' "*unconditional right to avoid delivering cash to settle the obligation*". L'aval de l'AMF pour l'opération de rapprochement obtenu en juillet 2021 puis l'approbation de la Commission Européenne ont créé les conditions pour reconnaître comptablement ce droit dans les comptes à fin décembre 2021.

### **INFORMATIONS FINANCIERES RELATIVES A LA PRISE DE CONTROLE DE SUEZ**

---

Le 18 janvier 2022, à l'issue de l'OPA, Veolia a pris le contrôle de Suez. Le Groupe est désormais détenteur de l'intégralité des titres de Suez suite à l'OPR finalisée le 18 février 2022. Cette acquisition a pour objectif de permettre à Veolia d'acquérir les actifs stratégiques nécessaires à son projet de construction du champion mondial de la transformation écologique, bénéficiant d'une taille accrue et d'une meilleure rentabilité.

En raison de la proximité de la date de la prise de contrôle avec la date d'arrêté des comptes clos au 31 décembre 2021, les travaux relatifs à la comptabilisation initiale du regroupement d'entreprises ne sont pas



finalisés à la date de la publication des comptes consolidés du Groupe. Par conséquent, certaines des informations requises par IFRS 3 sur les regroupements d'entreprises intervenus entre la date de clôture et la date d'arrêté des états financiers (telles que la juste valeur à la date d'acquisition des actifs acquis et des passifs assumés et le montant attendu du goodwill résultant de la transaction) ne sont pas communiquées dans ces états financiers ; elles seront complétées dans les publications financières ultérieures.

Le montant estimé de la contrepartie transférée par Veolia (y compris l'effet de l'acquisition des titres Suez auprès d'Engie) s'élève à 9 318 millions d'euros. Le total des frais de transaction encourus par le groupe représente un montant de 152,1 millions d'euros dont 149,6 millions d'euros enregistrés dans le compte de résultat consolidé de l'exercice 2021 (voir annexe note 6.2)

Le périmètre acquis (après la cession du « Nouveau Suez » au Consortium) a réalisé, au titre de l'année 2021, un chiffre d'affaires de 9 902 millions d'euros et un résultat net de 287 millions d'euros.

S'agissant des remèdes complémentaires aux cessions déjà prévues dans le cadre du Nouveau Suez requis à date par les autorités de la Concurrence ayant donné leurs approbations, ils ne sont pas significatifs.

2

## FAITS MARQUANTS DE LA PÉRIODE

## 2.1 Evolution de l'activité et des résultats

### Résultats 2021 en forte croissance

Les résultats annuels 2021 sont en forte progression par rapport à 2020 et également par rapport à 2019, période pré crise sanitaire. Ils traduisent une croissance de l'activité et une performance opérationnelle et financière solide.

<i>Variation à change constant M€</i>	<i>Décembre 2019</i>	<i>Décembre 2020</i>	<i>Décembre 2021</i>	<i>variation vs Décembre 2020</i>	<i>variation vs Décembre 2019</i>
<b>Chiffre d'affaires</b>	27 189	26 010	28 508	+9,6%	+6,5%
<b>EBITDA</b>	4 022	3 641	4 234	+16,0%	+6,9%
<b>Taux de marge</b>	14,8%	14,0%	14,9%		

La performance 2021 est marquée par le rebond de l'activité post crise sanitaire, un environnement favorable sur les prix des matières recyclées et de l'énergie et l'accélération de la croissance sur les activités stratégiques comme le traitement des déchets dangereux.

La croissance annuelle du chiffre d'affaires est portée par un rebond des volumes dans les Déchets (chiffre d'affaires en hausse de +15,5% par rapport à 2020 à change constant), par une activité soutenue dans les métiers de l'Energie (chiffre d'affaires en hausse de +19,9% par rapport à 2020 à change constant) tant dans la production et la distribution de chaleur que dans les services énergétiques aux bâtiments et par la résilience des métiers de l'Eau.

L'ensemble des activités bénéficie d'un effet prix positif résultant des mécanismes d'indexation des contrats et reflétant l'inflation du coût des facteurs de production. Dans les Déchets, la hausse significative du prix des matières recyclées en 2021 (papier, plastiques, ferrailles et métaux) impacte positivement le chiffre d'affaires et l'EBITDA. La hausse des prix de l'énergie impacte également favorablement les revenus de l'activité Energie. Les achats d'énergie bénéficient en quasi totalité de mécanisme de couverture qui permet de limiter la hausse des prix de l'électricité, du gaz et du CO2 par rapport à celle du marché.

L'ensemble des géographies où le Groupe opère contribue à la croissance et les restrictions liées à la pandémie, qui ont pu perdurer dans certains pays en 2021, ont eu un impact limité sur les opérations. L'Europe hors France, en croissance de +15,6% à change constant par rapport à 2020 bénéficie d'une forte progression des activités Déchets au Royaume Uni et en Allemagne et des activités Energie en Europe centrale et orientale. En France, le chiffre d'affaires progresse de +8,9% par rapport à 2020 en raison principalement d'effets volumes et prix favorables dans les Déchets. Dans le Reste du Monde, la progression du chiffre d'affaires (+5,4% par rapport à 2020 à change constant) est portée par un bon volume d'activité en Amérique Latine, en Afrique Moyen-Orient et le développement de nos activités stratégiques de déchets dangereux en Chine.

La croissance de l'activité s'accompagne d'une augmentation de la profitabilité du Groupe avec un EBITDA qui s'élève à 4 234 millions d'euros à fin décembre 2021, en hausse de + 16,0% par rapport à 2020 et de +6,9% par rapport à 2019 à change constant. La marge EBITDA, à 14,9% du chiffre d'affaires, est supérieure de 0,9 points à l'année dernière et de 0,1 point à 2019, période non touchée par la crise sanitaire. La profitabilité bénéficie du renforcement des programmes d'efficacité opérationnelle qui génèrent en 2021 382 millions d'euros de gains.

Les autres éléments financiers sont également en forte progression par rapport à 2020 :

- **L'EBIT courant** s'établit à 1 766 millions d'euros, en progression de +41,7% à change constant par rapport à fin décembre 2020 retraité<sup>1</sup>
- Le **Résultat net courant part du Groupe** s'élève à **896 millions d'euros** en progression de +132,9% à change constant par rapport à fin décembre 2020 retraité<sup>1</sup> favorablement impacté par la hausse de la profitabilité et par la baisse du coût de l'endettement du groupe en 2021
- Le **Résultat net part du Groupe** s'élève à 404 millions d'euros en augmentation de +350,8% à change constant<sup>2</sup>
- Le **Free Cash-Flow net** avant investissements financiers et dividendes s'établit à **1 341 millions d'euros** (contre 508 millions d'euros fin décembre 2020) y compris les dividendes Suez pour 122 millions d'euros. Le Groupe a fortement amélioré son besoin de fonds de roulement opérationnel et les investissements industriels nets sont maîtrisés à 2 212 millions d'euros.

**L'Endettement Financier Net** est en forte baisse sur l'exercice à **9,5 milliards d'euros** (par rapport à 13,2 milliards d'euros à fin décembre 2020), impacté favorablement par la génération de Free Cash Flow net de l'exercice, l'augmentation de capital réalisée en octobre 2021 pour un montant de 2,5 milliards d'euros dans le cadre du financement de l'acquisition de Suez et l'émission d'obligation hybride en novembre 2021 pour 497 millions d'euros (nette des frais d'émission).

## 2.2 Evolutions au sein du Groupe – Programme stratégique

### 2.2.1 INNOVATIONS ET DEVELOPPEMENTS

Les innovations et développements commerciaux du Groupe se sont poursuivis en 2021, en ligne avec le programme Impact 2023, et confirment la capacité de renouvellement des offres et des services du Groupe.

#### Développement en déchets dangereux, dépollution et décontamination de sol

Le 30 novembre, le groupe a annoncé la création de Waste2Glass, une co-entreprise détenue à parts égales avec EDF pour développer des solutions innovantes de traitement des déchets radioactifs complexes, par l'intermédiaire de leurs filiales respectives Cyclife et Asteralis. Cette co-entreprise sera dédiée au développement de solutions pour la déconstruction des réacteurs graphite-gaz, basée sur la technologie de vitrification GeoMelt® du Groupe. Cette technologie a déjà permis à ce jour de traiter 26 000 tonnes de déchets radioactifs et de déchets dangereux, en particulier aux Etats-Unis. La création de cette co-entreprise est prévue début 2022.

En Arabie Saoudite, Veolia devient le partenaire exclusif de Saudi Aramco pour le traitement de ses déchets industriels et banaux. Estimés à 200 000 tonnes par an, ces quantités viendront s'ajouter aux 120 000 tonnes de déchets dangereux qui seront prochainement traités à Jubail, où Veolia finalise la construction d'un incinérateur pour le compte de Sadara Chemical Company et des autres industriels à proximité.

<sup>1</sup> L'EBIT courant et le Résultat net part du Groupe courant intègrent le traitement en courant des impacts IFRS 2 "paiement fondé sur des actions", cf. chapitre 6.1.

### **Développement des activités dans l'économie circulaire pour réduire l'empreinte carbone**

Au Brésil, le Groupe met en service trois nouvelles centrales électriques sur trois de ses centres de valorisation des déchets dans les Etats de Sao Paulo et Santa Catarina. Ces unités produiront 12 400 kW d'électricité renouvelable à partir de biogaz, produit par la décomposition des déchets organiques, permettant de couvrir les besoins en électricité et en chauffage d'une ville d'environ 42 000 habitants au Brésil. De cette manière, à fin 2021, la capture du biogaz sur les centres de valorisation des déchets a permis d'éviter l'émission de 45 000 tonnes de méthane dans l'atmosphère, soit environ 1,26 million de tonnes d'équivalent CO<sub>2</sub>.

Au Pérou, Veolia a signé le 13 avril un contrat avec la société Petroperu pour l'exploitation et la maintenance de l'unité de production d'acide sulfurique de sa nouvelle raffinerie de Talara – ville portuaire située au nord-ouest du pays. D'une durée de dix ans, ce contrat vise à traiter les 560t/jour d'acide sulfurique de grade 98% produit par le traitement des gaz acides de la raffinerie et représente une valeur de près de 96 millions d'euros, débuté en fin d'année 2021.

Le 8 décembre 2021, Veolia et L'Oréal se sont associés afin de réduire l'empreinte carbone des emballages cosmétiques dans une démarche d'économie circulaire. Veolia fournira ainsi du plastique recyclé de haute qualité pour les emballages de L'Oréal au niveau mondial, dans l'optique d'éviter entre 50% et 70 % d'émissions de CO<sub>2</sub> par rapport aux emballages standards. Afin de répondre aux certifications internationales, Veolia s'est doté d'une technologie innovante de production de granulés qui bénéficie d'un système d'élimination des composés organiques pour obtenir du plastique de qualité équivalente au plastique vierge.

### **Développement des services énergétiques auprès des clients municipaux et industriels**

Le Groupe continue d'innover dans la gestion des ressources auprès de ses clients industriels. Au travers d'une démarche d'innovation collaborative Veolia, via sa filiale finlandaise STEP, s'est associé au géant allemand de la chimie BASF pour financer, construire et exploiter une usine de trigénération (vapeur, eau et air comprimé) destinée à fournir des services à son site de Harjavalta, un parc industriel où BASF a créé un pôle dédié à la fabrication de matières premières pour les batteries de véhicules électriques. Ce contrat de vingt ans, d'une valeur de près de 240 millions d'euros, marque une étape majeure dans le plan stratégique Impact 2023 de Veolia.

En Italie, le Groupe a aussi conclu de nombreux contrats de services énergétiques dont un contrat avec l'université de Parme (contrat de 15 ans pour un montant de 145 millions d'euros), l'extension de 7 années du contrat de la ville de Milan (montant de 163 millions d'euros) et de l'hôpital de Parme (contrat de 7 ans pour un montant de 37 millions d'euros).

Le 29 septembre 2021, la ville de Tachkent (Ouzbékistan) a confié à Veolia l'exploitation, la maintenance, et la gestion de son réseau de chauffage urbain dans le cadre d'un contrat d'affermage d'une durée de 30 ans, pour un chiffre d'affaires de 13,4 milliards d'euros. Il s'agit du premier contrat remporté par le groupe dans le pays. Il s'inscrit dans la stratégie de Veolia, qui souhaite, en France et à l'étranger, proposer aux collectivités sa large gamme d'expertises et de solutions pour les accompagner dans leur croissance durable et leur transformation écologique.

### **Solutions dans la gestion de l'eau**

Le 4 décembre 2021, la National Water Company d'Arabie Saoudite a attribué à Veolia le contrat de gestion des services d'eau potable et d'assainissement de la capitale Riyad et de 22 municipalités périphériques, pour près de 9 millions de personnes. D'une durée de 7 ans, ce contrat représente un chiffre d'affaires de 82,6 millions d'euros, et couvre la gestion d'un réseau d'eau potable de 30 000 km et d'un réseau d'eaux usées de 10 000 km. De plus, Veolia a signé un accord de partenariat stratégique avec le Ministère de l'Investissement

et Water Transmission and Technologies Company pour accompagner le Royaume dans l'amélioration de la performance opérationnelle, énergétique et commerciale du secteur de l'eau dans l'ensemble du pays. Cette coopération portera à la fois sur le déploiement de solutions innovantes, y compris numériques, et sur le renforcement des compétences en matière d'exploitation et de maintenance des installations.

Au Japon, le Groupe à l'origine d'un consortium, incluant METAWATER Co LTD et 8 autres partenaires locaux a signé un accord-cadre portant sur la gestion, l'exploitation et la modernisation des installations d'eau potable de la préfecture de Miyagi. Ce contrat intègre des opérations de maintenance et de modernisation de 8 usines de traitement à Miyagi dans le but d'atteindre une capacité totale de traitement de 900 000 m<sup>3</sup> par jour. D'une durée de vingt ans, ce contrat représente un montant de chiffre d'affaires de près de 800 millions d'euros pour le Groupe.

En France dans ses activités de distribution et de traitement de l'eau le groupe opérera dès cette année les délégations de service public des Communautés d'Agglomération du Choletais (contrat de 11 ans pour un montant total estimé 77 millions d'euros), de Colmar (contrat de 4,5 années pour un montant de 14 millions d'euros) et a par ailleurs renouvelé les contrats de Lens-Liévin (contrat de 7 ans pour un montant de 83 millions d'euros) et du Grand Montauban (contrat de 15 ans pour un montant total estimé 135 millions d'euros).

## 2.2.2 OPERATIONS DE PERIMETRE

---

Sur l'exercice 2021, le Groupe poursuit avec discipline sa stratégie de rotation d'actifs conformément aux objectifs affichés dans son plan stratégique Impact 2023. Suite à la cession des actifs de chaleur aux Etats-Unis (2019) et le réinvestissement dans les métiers de l'énergie municipale en Europe Centrale finalisés en 2020, les principales opérations réalisées en 2021 portent sur les Activités Mondiales, l'Europe du Nord et l'Asie.

### Acquisitions significatives

#### OSIS (Activités mondiales)

Le 18 mai 2021, le Groupe au travers de sa filiale SARP a procédé à l'acquisition de SUEZ RV OSIS spécialisée dans l'entretien de réseaux, d'ouvrages d'assainissement, de services de maintenance et nettoyage aux industriels pour un montant de 348 millions d'euros (y compris dette IFRS 16). Le rapprochement de SARP et d'OSIS permet au Groupe de se positionner comme un acteur de premier plan dans ce domaine et de proposer – grâce à leurs complémentarités – de nouveaux services à haute valeur ajoutée à leurs clients publics, tertiaires et industriels en couvrant l'ensemble du territoire français.

Conformément au schéma initial et en ligne avec les demandes des autorités de la concurrence, le processus de cession des agences d'Ile de France est en cours à la clôture avec une promesse d'achat signée fin juillet 2021 et un closing réalisé début janvier 2022 pour un prix de cession de 32,3 millions d'euros. Ces activités ont été traitées en actifs et passifs destinés à la vente dans les comptes du 31 décembre 2021.

### Cessions significatives

#### Concession d'eau de Shenzhen (Chine)

Le 18 mai 2021, le Groupe a cédé sa participation dans la concession d'eau de Shenzhen en Chine. Le montant de la transaction s'élève à 403 millions d'euros. L'intégralité du prix de cession a été encaissée sur l'exercice 2021.

### Cession d'activité en Europe du Nord

Le Groupe a cédé ses activités de services industriels, de gestion des infrastructures et de maintenance et de solutions de recyclage en Norvège et en Suède au travers de trois opérations. Le 30 juin, le Groupe a cédé des actifs de services industriels en Norvège et en Suède pour un montant de 70 millions d'euros. Le 30 septembre, le Groupe a réalisé une cession d'activité de gestion des infrastructures et des équipements avec maintenance en Suède pour un montant de 20 millions d'euros. Le 30 novembre, le Groupe a procédé à la cession des activités "Solutions de recyclage" et "Services industriels" en Norvège et en Suède pour un montant de 145 millions d'euros.

## 2.3 Financement du Groupe

### 2.3.1 ÉMISSION DES EMPRUNTS OBLIGATAIRES

---

Le 11 janvier 2021, Veolia a procédé avec succès à l'émission de 700 millions d'euros d'obligations au pair à échéance janvier 2027 (soit 6 ans) portant un coupon de 0,00%. Les produits de cette émission ont pour vocation à couvrir les besoins de financement de l'entreprise. Le niveau élevé de souscription, la qualité des investisseurs, leur diversité et les bonnes conditions obtenues témoignent de la perception très positive de la signature de Veolia Environnement et de sa solidité financière.

En conséquence de la réalisation de l'augmentation de capital avec droit préférentiel de souscription pour un montant de 2,5 milliards d'euros dont le règlement-livraison est intervenu le 8 octobre 2021 (se référer au chapitre 2.3.2 Augmentation de capital), le Président-directeur général a procédé, sur délégation du conseil d'administration, à l'ajustement notamment des droits des porteurs d'OCEANE afin de préserver leurs droits conformément aux dispositions légales et contractuelles applicables et avec effet au 8 octobre 2021. Le nombre d'actions (Conversion/Exchange Ratio) Veolia que permettra d'obtenir, par conversion et/ou échange, chaque OCEANE est porté de 1 action Veolia à 1,031 action Veolia.

Le 10 décembre 2021, le Groupe a procédé à la mise à jour annuelle de son programme d'instruments de dette (EMTN) d'un montant de 16 milliards d'euros.

### 2.3.2 AUGMENTATION DE CAPITAL

---

Dans le cadre de l'opération de rapprochement de Veolia et Suez, le Groupe a annoncé, le 16 septembre 2021, le lancement d'une augmentation de capital en numéraire avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires pour un montant de 2,5 milliards d'euros (prime d'émission incluse). Le 6 Octobre 2021, le Groupe a annoncé le succès de l'opération. A l'issue de la période de souscription, qui s'est achevée le 1er octobre 2021, la demande totale s'est élevée à plus de 193 millions d'actions, soit près de 4,4 milliards d'euros. L'opération a été sursouscrite avec un taux de souscription d'environ 175,4 %. Le montant brut de l'augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription s'élève à 2 506 007 269,20 euros, correspondant à l'émission de 110 396 796 actions nouvelles à un prix de souscription unitaire de 22,70 euros. Le succès de cette augmentation de capital ainsi que le soutien des actionnaires existants, reflété par le très fort niveau de souscription, confirment la forte adhésion du marché à l'opération.

### 2.3.3 EMISSION D'OBLIGATION HYBRIDE

---

Le 8 novembre 2021, Veolia Environnement a procédé à l'émission de titres subordonnés de dernier rang à durée indéterminée en euros pour un montant de 500 millions d'euros à 2% de rendement avec une première date de révision en février 2028. L'opération est réalisée avec un niveau élevé de souscription (un carnet d'ordres ayant atteint jusqu'à 3,4 milliards d'euros), qui a permis à Veolia d'améliorer de manière notable les conditions de l'émission, et d'atteindre ainsi une prime de nouvelle émission négative.

Les produits de l'émission serviront aux besoins de financement généraux de la Société.

### 2.3.4 CONFIRMATION DE LA PERSPECTIVE DE CREDIT

---

Le 1er février 2022, Standard and Poor's a confirmé la notation de crédit de Veolia Environnement, A-2/BBB avec une perspective stable. De son côté, le 11 janvier 2022, Moody's avait confirmé, la notation P-2/Baa1 avec une perspective stable.

### 2.3.5 CONTRAT DE LIQUIDITE

---

Au titre du contrat de liquidité confié par la société Veolia Environnement à Kepler Cheuvreux figuraient en date du 31 décembre 2021, 1 041 transactions exécutées sur le second semestre à l'achat et 1 001 transactions à la vente. Il est rappelé que lors du dernier bilan du 30 juin 2021 avaient été exécutées 791 transactions à l'achat et 1 464 transactions à la vente.

La mise en œuvre du contrat de liquidité est réalisée conformément à la Décision de l'AMF N° 2018-01 en date du 2 juillet 2018, instaurant des contrats de liquidité sur titres de capital au titre des pratiques de marché admises.

### 2.3.6 PAIEMENT DU DIVIDENDE

---

L'assemblée générale mixte des actionnaires du 22 avril 2021 a approuvé au titre de l'exercice 2020 le paiement d'un dividende à 0,70 euro par action. Le montant du dividende s'élève ainsi à 397 millions d'euros et a été mis en paiement à compter du 12 mai 2021.

## 2.4 Plan d'Actions de Performance et d'Épargne Groupe

### 2.4.1 ACTIONS DE PERFORMANCE

---

#### Modifications des Plans d'Actions de Performance



Le conseil d'administration du 9 mars 2021, sur proposition du comité des rémunérations, a décidé d'ajuster l'objectif financier du critère de performance économique interne (résultat net courant part du Groupe) des plans d'actions de performance 2018, 2019 et 2020. Il est rappelé que l'ajustement de l'objectif financier du plan 2018 avait d'ores et déjà donné lieu à communication le 1er avril 2020. Hormis l'ajustement des objectifs financiers de ces plans, les autres critères de performance des plans 2019 et 2020 sont inchangés.

En effet, dans le contexte exceptionnel induit par l'épidémie de la Covid-19, les éléments relatifs à l'exercice 2020 ne sont pas représentatifs de la performance globale du Groupe sur la période de référence des plans.

Ainsi, le conseil d'administration a décidé de procéder à la neutralisation de l'exercice 2020 dans le calcul de l'atteinte du seul critère de performance économique de l'entreprise et de réduire, dans la même proportion de ce critère, c'est-à-dire d'un tiers, le nombre des droits d'actions en cours d'acquisition pour les plans d'actions de performance 2018, 2019 et 2020. Cet ajustement vise à aligner les intérêts des actionnaires avec ceux des bénéficiaires de ces plans fortement engagés dans le rebond de la performance post-crise sanitaire. Cette décision d'ajustement de ces plans prise par le conseil lui est apparue équilibrée en contrepartie de l'atteinte en 2021 d'objectifs et de résultats financiers ambitieux visant à revenir et à dépasser la performance de l'entreprise telle qu'elle s'établissait « avant crise » en 2019.

L'ajustement de ces plans a été initié à la suite de son approbation par l'assemblée générale mixte des actionnaires du 22 avril 2021.

### **Mise en oeuvre du Plan d'Action de Performance 2021**

Dans le cadre de la politique de rémunération du Groupe et de l'autorisation de l'assemblée générale mixte des actionnaires, le conseil d'administration a décidé le 4 mai 2021 sur proposition de son comité des rémunérations d'attribuer à environ 450 bénéficiaires incluant des cadres dirigeants, des collaborateurs à haut potentiel et des contributeurs clé du Groupe y compris le dirigeant mandataire social, 937 182 actions de performance (soit environ 0,2% du capital, à cette date, respectant l'autorisation de l'assemblée générale de 0,5% du capital). Les caractéristiques détaillées et les conditions de performance de ce plan de performance figurent dans la section 3.4.3 du présent Document d'enregistrement universel.

### **Effets de l'augmentation de capital avec droit préférentiel de souscription sur les plans d'Actions de Performance**

En conséquence de la réalisation de l'augmentation de capital avec droit préférentiel de souscription pour un montant de 2,5 milliards d'euros dont le règlement-livraison est intervenu le 8 octobre 2021, le Président-directeur général a procédé, sur délégation du conseil d'administration, à l'ajustement notamment des droits des bénéficiaires des Plans d'Attribution d'Actions de Performance afin de préserver leurs droits conformément aux dispositions légales et contractuelles applicables et avec effet au 8 octobre 2021.

#### **2.4.2 PLAN D'EPARGNE GROUPE**

---

Par ailleurs, à l'occasion de l'assemblée générale mixte des actionnaires de Veolia Environnement le 22 avril 2021, la Société a réaffirmé sa volonté d'associer les collaborateurs au développement et à la performance du Groupe en lançant une nouvelle opération d'actionnariat des salariés. Les principales caractéristiques ont été arrêtées par la décision du conseil d'administration du 4 mai 2021.

Le 7 septembre 2021, le Groupe a annoncé le lancement d'une nouvelle opération d'actionnariat des salariés du Groupe au travers de deux offres distinctes : une offre sécurisée avec effet de levier (garantie de

l'investissement total abondement compris avec multiple de l'éventuelle hausse du cours de l'action) et une offre classique. Cette opération, ouverte à environ 147 000 salariés du Groupe, vise à les associer plus étroitement au développement et à la performance de Veolia. Le taux de souscription global est de 40 % et s'est traduit par une augmentation de capital de 216 millions d'euros en portant le capital social de la société Veolia Environnement à 3 498 626 330 euros. Le règlement-livraison des actions nouvelles à émettre est intervenu le 8 décembre 2021.

## 2.5 Évolution de la gouvernance

L'assemblée générale mixte des actionnaires de Veolia Environnement du 22 avril 2021 a renouvelé le mandat d'administrateur de la Caisse des dépôts et consignations, représentée par Monsieur Olivier Mareuse, Madame Marion Guillou et a nommé en qualité d'administrateur Monsieur Pierre-André de Chalendar pour une période de quatre années qui prendra fin à l'issue de l'assemblée générale des actionnaires qui sera appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024.

Par ailleurs, Monsieur Jacques Aschenbroich a démissionné de ses fonctions d'administrateur à compter du 28 mai 2021.

Au 31 décembre 2021, le conseil d'administration de Veolia Environnement se compose de douze administrateurs, dont huit administrateurs indépendants et deux administrateurs représentant les salariés<sup>(1)</sup>, comprenant cinq administratrices :

- M. Antoine Frérot, *Président-Directeur général* ;
- M. Louis Schweitzer, *vice-président* ;
- Mme Maryse Aulagnon, *administratrice référente* ;
- Caisse des dépôts et consignations, représentée par M. Olivier Mareuse ;
- M. Pierre-André de Chalendar ;
- Mme Isabelle Courville ;
- Mme Clara Gaymard ;
- Mme Marion Guillou ;
- M. Franck Le Roux, *administrateur représentant les salariés*<sup>(1)</sup> ;
- M. Pavel Páša, *administrateur représentant les salariés*<sup>(1)</sup> ;
- Mme Nathalie Rachou ;
- M. Guillaume Texier.

Les quatre comités du conseil d'administration sont composés comme suit :

- Comité des comptes et de l'audit : Mme Nathalie Rachou (Présidente), Mme Isabelle Courville, M. Franck Le Roux (administrateur représentant les salariés), M. Olivier Mareuse (représentant de la Caisse des dépôts et consignations) et M. Guillaume Texier.
- Comité des nominations : M. Louis Schweitzer (Président), Mme Maryse Aulagnon, M. Pierre-André de Chalendar et Mme Isabelle Courville.
- Comité des rémunérations : Mme Maryse Aulagnon (Présidente), Mme Marion Guillou, M. Franck Le Roux (administrateur représentant les salariés) et M. Louis Schweitzer.
- Comité recherche, innovation et développement durable : Mme Isabelle Courville (Présidente), Mme Clara Gaymard, Mme Marion Guillou, M. Pavel Páša (administrateur représentant les salariés) et M. Guillaume Texier.

Le conseil d'administration de Veolia Environnement a, lors de sa séance du 10 janvier 2022, décidé de dissocier les fonctions de président du conseil d'administration de celles de directeur général à compter du 1er juillet 2022. Les administrateurs proposeront aux actionnaires le renouvellement du mandat d'administrateur de M. Antoine Frérot lors de l'assemblée générale du 15 juin 2022 et ce, afin de le maintenir à la présidence du

conseil d'administration. Sur proposition du comité des nominations, le conseil d'administration a également décidé que Mme Estelle Brachlianoff, directrice générale adjointe en charge des opérations, prendra la succession de M. Antoine Frérot à la direction générale de Veolia à compter du 1er juillet 2022. Il sera proposé aux actionnaires qu'elle intègre le conseil d'administration.

Par ailleurs, le conseil d'administration de Veolia Environnement a, lors de sa séance du 16 mars 2022, pris acte de la démission de la Caisse des dépôts et consignations, représentée par M. Olivier Mareuse, de son mandat en qualité d'administrateur et de membre du comité des comptes et de l'audit avec effet à compter du 31 janvier 2022.

*(1). Administrateur représentant les salariés non comptabilisé pour établir les pourcentages d'indépendance en application de l'article 9.3 du code AFEP-MEDEF2.*

3

## **INFORMATIONS COMPTABLES ET FINANCIÈRES**

### 3.1 Chiffres clés

Les chiffres clés du Groupe au 31 décembre 2021 sont présentés ci-dessous. Le comparatif du 31 décembre 2020 retraité<sup>1</sup> intègre le traitement en résultat courant des impacts IFRS 2 "paiement fondé sur des actions". Le passage des indicateurs publiés aux indicateurs retraités est présenté en Annexe (chapitre 6.1).

(en millions d'euros)	31 décembre 2020 retraité <sup>1</sup>	31 décembre 2021	Variations 2020 / 2021		
			en courant	à change constant	à périmètre et change constants
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>26 009,9</b>	<b>28 508,1</b>	<b>9,6%</b>	<b>9,6%</b>	<b>8,7%</b>
<b>EBITDA<sup>1</sup></b>	<b>3 640,8</b>	<b>4 233,8</b>	<b>16,3%</b>	<b>16,0%</b>	<b>13,9%</b>
Marge d'EBITDA	14,0%	14,9%			
<b>EBIT Courant<sup>2</sup></b>	<b>1 242,0</b>	<b>1 765,7</b>	<b>42,2%</b>	<b>41,7%</b>	<b>40,5%</b>
Résultat net courant – part du Groupe <sup>2</sup>	381,8	895,8	134,6%	132,9%	135,9%
Résultat net – part du Groupe	88,8	404,3	355,8%	350,8%	
Résultat net courant – part du Groupe – par action <sup>2</sup> (non dilué)	0,75	1,51			
Résultat net courant – part du Groupe – par action (dilué)	0,72	1,45			
Dividende par action versé au titre de l'exercice <sup>3</sup>	0,70	1,00			
Investissements industriels nets	-2 151,5	-2 211,5			
Free cash-flow net <sup>2</sup>	507,5	1 340,5			
<b>Endettement financier net</b>	<b>-13 217,0</b>	<b>-9 532,2</b>			

(1) Les définitions des indicateurs sont données dans la section 6.3.2 infra

(2) Y compris la quote-part de résultat net courant des co-entreprises dans le prolongement des activités du Groupe et entreprises associées

(3) Sous réserve de l'approbation par l'assemblée générale du 15 juin 2022

Les principaux impacts de change sur les chiffres clés sont les suivants :

	%	(M€)
impact change au 31 décembre 2021 (vs 31 décembre 2020 retraité <sup>1</sup> )		
Chiffre d'affaires	0,0%	-4
EBITDA	0,2%	9
EBIT Courant	0,4%	5
Résultat net courant	1,7%	6
Endettement financier net	2,2%	298

<sup>1</sup> cf chapitre 6.1. pour plus de détails sur le retraitement

## 3.2 Chiffre d'affaires du Groupe

### 3.2.1 CHIFFRE D'AFFAIRES PAR SEGMENT OPERATIONNEL

Le chiffre d'affaires post crise sanitaire, initié au deuxième semestre 2020, est en croissance sur 2021 l'ensemble des segments.

(en millions d'euros)	31 décembre 2020	31 décembre 2021	Variations 2020 / 2021		
			en courant	à change constant	à périmètre et change constants
France	5 389,9	5 868,2	8,9%	8,9%	8,9%
Europe, hors France	9 411,4	10 941,9	16,3%	15,6%	12,4%
Reste du monde	6 759,7	7 067,3	4,5%	5,4%	5,0%
Activités mondiales	4 443,9	4 629,0	4,2%	4,4%	6,5%
Autres	5,0	1,7	-	-	-
<b>Groupe</b>	<b>26 009,9</b>	<b>28 508,1</b>	<b>9,6%</b>	<b>9,6%</b>	<b>8,7%</b>

Le chiffre d'affaires en **France** ressort en progression de 8,9% par rapport au 31 décembre 2020 :

- Le chiffre d'affaires de l'Eau est en hausse de +1,2% par rapport au 31 décembre 2020 en raison d'une hausse de l'activité travaux qui retrouve le niveau de 2019 et de l'effet positif des révisions tarifaires (+0,9%) qui compensent des volumes en baisse (-1,3%) principalement impactés par l'été pluvieux.
- L'activité Déchets progresse de +18,1% par rapport au 31 décembre 2020, dans la continuité du rebond du premier semestre, avec des volumes en hausse, l'évolution favorable des prix des matières recyclées vendues notamment le papier et l'effet positif des révisions tarifaires.

**L'Europe hors France** est en progression de 15,6% à change constant par rapport au 31 décembre 2020 et bénéficie de la hausse du prix des matières recyclées et de l'énergie ainsi que de l'effet climat favorable dans l'activité Energie surtout sur le premier trimestre. Ces éléments s'accompagnent de la montée en puissance des nouvelles activités intégrées en Europe centrale et orientale et du rebond de l'activité au Royaume-Uni et en Allemagne.

- En **Europe centrale et orientale** y compris Allemagne, le chiffre d'affaires s'établit à 6 260 millions d'euros en croissance de +19,6% à change constant par rapport au 31 décembre 2020. Cette hausse est principalement portée par :
  - o une croissance organique de l'ensemble des activités (+13,1% à périmètre et change constants) provenant d'indexations tarifaires en hausse dans l'Energie (Pologne et Hongrie) et dans l'Eau (République Tchèque, Bulgarie et Roumanie), et d'un effet climat favorable à hauteur de 79 millions d'euros (République Tchèque et Pologne);
  - o un impact périmètre à hauteur de 339 millions d'euros avec principalement l'intégration des nouvelles activités acquises fin 2020 en Hongrie dans la cogénération (BERT), la distribution de chaleur en République Tchèque (Prague Rive Droite) et les déchets en Russie (MAG).
  - o En Allemagne grâce à la forte hausse du prix des matières recyclées (168 millions d'euros dont 126 millions d'euros sur le papier), la hausse des prix de l'énergie, et la bonne reprise des volumes de déchets commerciaux.
- En **Europe du Nord**, le chiffre d'affaires de 3 276 millions d'euros progresse de +7,6% à change constant par rapport au 31 décembre 2020. Cette hausse est principalement portée par le **Royaume-**

**Uni et l'Irlande**, dont le chiffre d'affaires s'affiche à 2 423 millions d'euros, en hausse de +8,5% à change constant en raison de prix des matières recyclées (papier et métaux) en hausse, du rebond des volumes de déchets industriels et enfouis qui retrouvent presque leur niveau d'avant crise sanitaire, et d'une bonne performance des incinérateurs (taux de disponibilité des installations de 94,9% en 2021 contre 94,1% en 2020)

Les activités du **Reste du Monde** affichent une hausse de +5,4% à change constant par rapport au 31 décembre 2020 avec une croissance dans l'ensemble des géographies :

- Progression du chiffre d'affaires en **Amérique Latine** de +14,1% à change constant portée notamment par des indexations tarifaires favorables en Argentine (inflation locale), en Colombie et au Mexique, la croissance de l'activité déchets dangereux au Chili et en Argentine, le bon niveau d'activité dans l'Eau en Equateur, et des gains commerciaux notamment dans les déchets en Colombie.
- En **Afrique Moyen-Orient**, l'activité progresse de +12,3% à change constant avec le gain de nouveaux contrats notamment dans les services énergétiques au Moyen Orient, une hausse des volumes d'eau au Maroc et une progression de l'activité en Afrique de l'Ouest (Côte d'Ivoire).
- En **Amérique du Nord**, le chiffre d'affaires s'établit à 1 784 millions d'euros soit une hausse de +5,2% à change constant par rapport à l'exercice précédent. Les déchets dangereux contribuent à cette progression avec des volumes traités en hausse, un effet prix favorable partiellement compensé par les impacts de la vague de froid du premier trimestre au Texas et de l'ouragan Ida en septembre ayant entraîné l'arrêt temporaire de certains sites.
- Le chiffre d'affaires en **Asie** progresse de +1,1% à change constant, l'effet défavorable de la baisse des activités de Déchets liée à la fin d'un contrat en Chine (Laogang en 2020) est partiellement compensé par la forte croissance en Inde, au Japon et à Taiwan. Par ailleurs, le Groupe poursuit les projets de développement dans l'activité déchets dangereux en Chine.
- Dans le **Pacifique** le chiffre d'affaires est en hausse de +1,0% à change constant, grâce à la reprise des volumes de déchets, dans un contexte d'allègement des restrictions sanitaires depuis l'automne, et à un bon niveau d'activité dans l'Eau. L'activité énergie est impactée par une cession d'actif industriel (impact sur chiffre d'affaires de -36 millions d'euros).

Le chiffre d'affaires du segment des **Activités mondiales** progresse de +4,4% à change constant par rapport au 31 décembre 2020 malgré l'impact de la cession de l'activité Sade Telecom fin 2020. A change et périmètre constant, ce segment progresse de +6,5% :

- L'activité des **déchets dangereux en Europe** est en forte progression de +29,5% à change constant avec un bon niveau de volumes et de prix, le développement commercial dans l'activité assainissement et maintenance industrielle pour retrouver les niveaux d'activité d'avant crise sanitaire. L'activité bénéficie par ailleurs de l'effet périmètre positif lié à l'acquisition de la filiale de Suez RV OSIS réalisée en mai 2021 (198 millions d'euros de chiffre d'affaires).
- L'activité de **Veolia Water Technologies** est en progression de +0,6% à périmètre et change constant, avec la progression dans l'activité distribution technologique en Europe, la montée en puissance des solutions d'Unités Mobiles, le développement des projets municipaux en France. Le montant de prise de commandes de VWT enregistré au 31 décembre 2021, s'élève à 1 268 millions d'euros contre 1409 millions d'euros au 31 décembre 2020.
- La **SADE** qui a cédé son activité Télécom en fin d'année 2020 (impact périmètre de -302 millions d'euros) est en retrait de -19% à change constant mais en progression de +5,5% à périmètre et change constant, portée par une activité commerciale dynamique en France notamment dans le marché public.

### 3.2.2 CHIFFRE D'AFFAIRES PAR METIER

Par métier, l'activité du Groupe en 2021 est marquée par

- la résilience des activités **Eau** avec une croissance à fin décembre de +2,1% à périmètre et change constant par rapport à 2020
- le rebond de l'activité **Déchets** en croissance de +15,5% à change constant en raison de volumes traités en hausse, de la hausse des prix des matières recyclées et de révisions tarifaires favorables
- la croissance de **l'Énergie** de +19,9% à change constant tirée par la hausse des prix des énergies (électricité et chaleur), l'impact favorable de révisions tarifaires et l'effet climat positif.

(en millions d'euros)	31 décembre 2020	31 décembre 2021	Variations 2020 / 2021		
			en courant	à change constant	à périmètre et change constants
Eau	10 900,0	10 788,3	-1,0%	-0,7%	2,1%
dont Eau exploitation	8 151,8	8 284,4	1,6%	1,9%	1,9%
dont Technologie et Construction	2 748,2	2 503,9	-8,9%	-8,6%	2,8%
Déchets	9 672,9	11 227,7	16,1%	15,5%	14,2%
Energie	5 437,0	6 492,1	19,4%	19,9%	12,3%
<b>Groupe</b>	<b>26 009,9</b>	<b>28 508,1</b>	<b>9,6%</b>	<b>9,6%</b>	<b>8,7%</b>

#### Chiffre d'affaires Eau

Le chiffre d'affaires de **l'Eau exploitation** progresse à périmètre et change constants de +1,9% par rapport au 31 décembre 2020 confirmant la résilience de cette activité portée par un rebond de l'activité travaux et malgré des volumes d'eau en baisse en France en raison de consommations moins élevées liées à l'été pluvieux 2021.

Le chiffre d'affaires **Technologie et Construction** est en progression de +2,8% à périmètre et change constant par rapport au 31 décembre 2020. Cette progression est principalement portée par VWT avec la croissance de l'activité de Westgarth (filiale spécialisée dans l'Oil & Gas) et la hausse de l'activité travaux pour les municipalités en France et aux Etats-Unis.

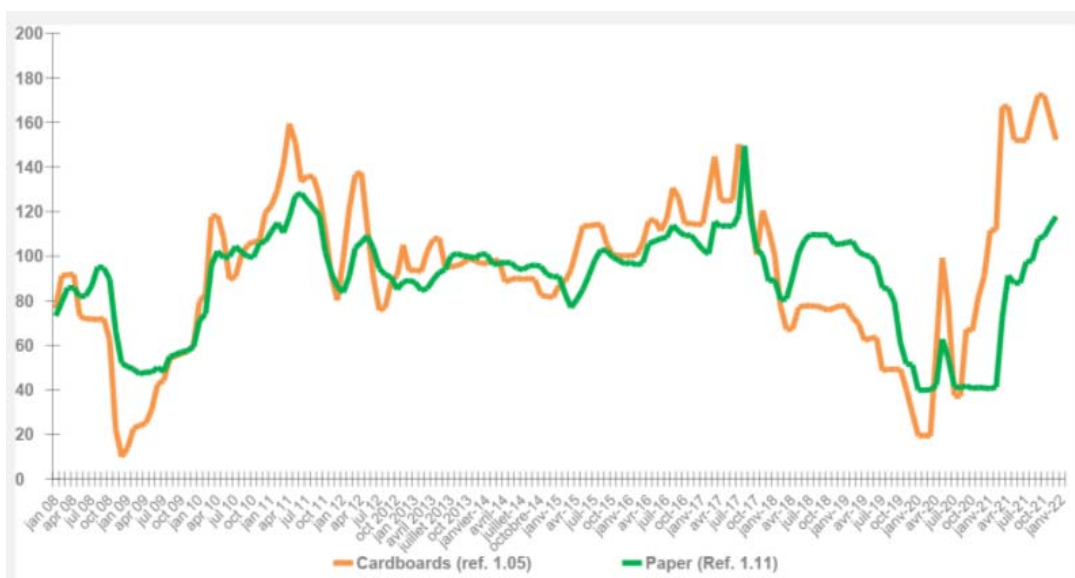
#### Chiffre d'affaires Déchets

Le chiffre d'affaires de l'activité **Déchets** progresse de +14,2% à périmètre et change constants par rapport au 31 décembre 2020. Elle bénéficie de prix toujours élevés sur les matières recyclées (+5,2%), de la croissance des volumes (+5,3%), et des impacts positifs d'augmentation tarifaire (+2,7%).

La hausse du prix des matières recyclées et notamment du papier a été continue sur 2021 et particulièrement forte sur le premier semestre.



### Evolution du prix des matières recyclées papier – carton en France



Source : Copacel

Les volumes ont dans l'ensemble retrouvé leur niveau pré crise sanitaire, sauf sur les déchets commerciaux et industriels qui restent encore en retrait par rapport à 2019 sur quelques géographies.

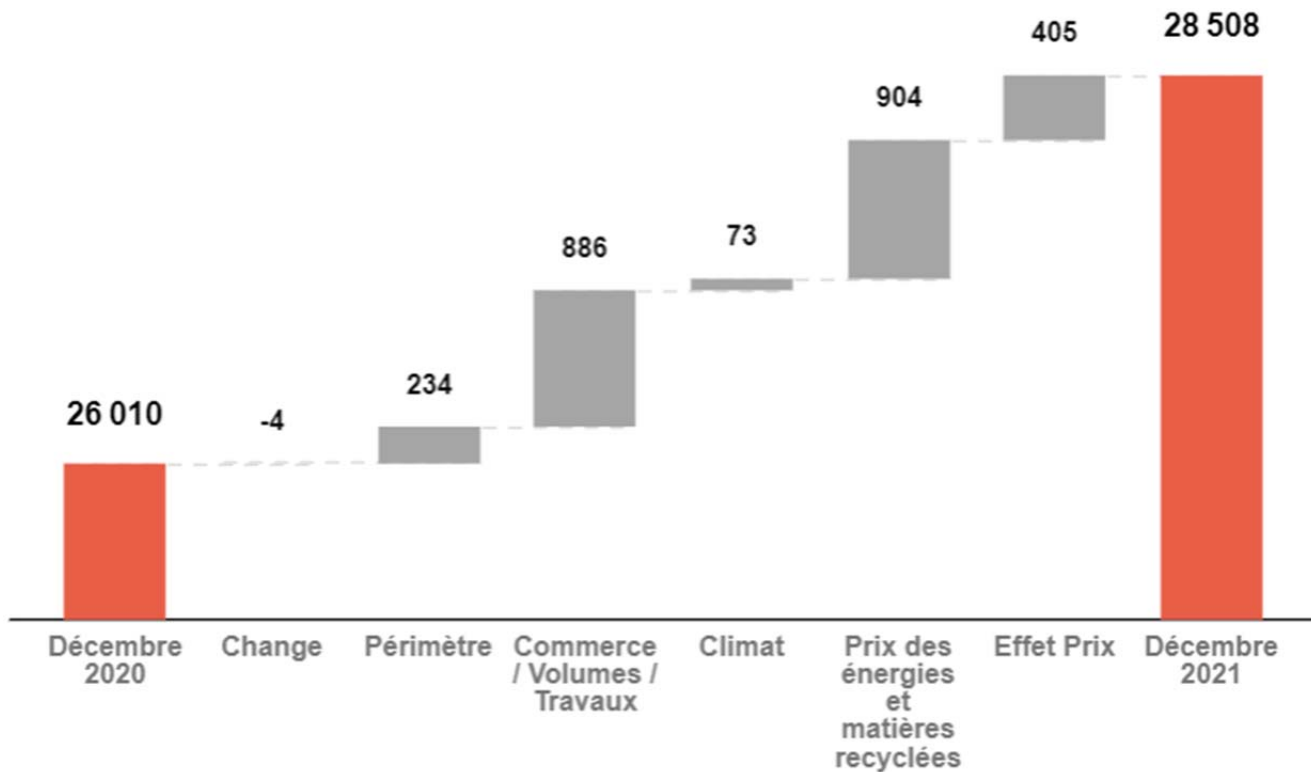
### Chiffre d'affaires Energie

Le chiffre d'affaires de l'activité **Energie** est en progression de +19,9% à change constant par rapport au 31 décembre 2020, et de +12,3% en croissance organique, retraité de l'impact périmètre de l'intégration des activités de réseau de chaleur de Prague Rive Droite et des installations de cogénération de la ville de Budapest (+398 millions d'euros de chiffre d'affaires).

La forte croissance de l'activité s'appuie sur un effet climat favorable (+1,6%) notamment en Europe centrale et orientale, en début d'année et au quatrième trimestre, un effet prix en hausse (+6,8%), tiré par les augmentations tarifaires en Pologne et en Hongrie, et un fort développement commercial (+1,9%) en Europe notamment en Italie.

### 3.2.3 ANALYSE DE LA VARIATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES GROUPE

L'évolution du chiffre d'affaires peut s'analyser comme suit **par principaux effets** :



L'**effet change** de -4 millions d'euros reflète principalement la variation des devises en Amérique (-94 millions d'euros), en Asie (-22 millions d'euros) partiellement compensée par une amélioration sur les devises australiennes (+51 millions d'euros) et britanniques (+75 millions d'euros)<sup>1</sup>.

L'**effet périmètre** de 234 millions d'euros comprend notamment en Europe centrale l'impact de l'intégration en 2020, des installations de cogénération à Budapest (235 millions d'euros), du réseau de chauffage urbain de Prague Rive Droite (163 millions d'euros). Dans les Activités Mondiales, la cession en 2020 des activités de Réseaux Télécoms de la SADE (-302 millions d'euros) est partiellement compensée par l'intégration en mai 2021 de la société OSIS (198 millions d'euros).

L'**effet Commerce / Volumes / Travaux** s'élève à +886 millions d'euros porté pour plus de la moitié par une progression des volumes de déchets et par une excellente dynamique commerciale.

L'**effet climat** s'élève à +73 millions d'euros essentiellement sur l'Europe centrale dont l'activité énergie a bénéficié d'un hiver rigoureux sur les premier et quatrième trimestres compensé au troisième trimestre par l'impact de l'été pluvieux sur l'activité Eau en France.

L'**impact du prix des énergies et des matières recyclées** s'élève à +904 millions d'euros. Il est porté par une forte augmentation du prix des matières recyclées (+499 millions d'euros dont 319 millions d'euros sur le papier, 63 millions d'euros sur le plastique et 60 millions d'euros sur les métaux) et l'effet positif du prix des

<sup>1</sup> Principaux impacts change par devises : dollar américain (-75 millions d'euros), peso argentin (-20 millions d'euros), yen japonais (-36 millions d'euros), zloty polonais (-37 millions d'euros), real brésilien (-9 millions d'euros), dollar de Hong-Kong (-9 millions d'euros), livre sterling (+82 millions d'euros), dollar australien (+52 millions d'euros), couronne tchèque (+34 millions d'euros).

énergies en Europe notamment en Europe centrale qui bénéficie de la hausse des tarifs de chaleur en Pologne et en Allemagne avec des impacts favorables sur les ventes d'électricité.

**Les effets prix favorables** (+405 millions d'euros) sont liés principalement aux effets des révisions tarifaires estimés à +2,7% dans les Déchets, et +1% dans l'Eau.

### 3.3 EBITDA du Groupe

Au 31 décembre 2021, l'EBITDA consolidé du Groupe s'élève à 4 234 millions d'euros, soit une variation de +16% à change constant par rapport au 31 décembre 2020. Le taux de marge s'établit à 14,9% au 31 décembre 2021 contre 14% au 31 décembre 2020. L'évolution de l'EBITDA par segment se détaille comme suit :

(en millions d'euros)	Variations 2020 / 2021					Taux de marge EBITDA	
	31 décembre 2020	31 décembre 2021	en courant	à change constant	à périmètre et change constants	31 décembre 2020	31 décembre 2021
France	847,7	1 074,8	26,8%	26,8%	26,8%	15,7%	18,3%
Europe, hors France	1 403,7	1 729,9	23,2%	22,3%	16,9%	14,9%	15,8%
Reste du monde	941,6	1 001,5	6,4%	6,9%	7,3%	13,9%	14,2%
Activités mondiales	324,4	426,3	31,4%	31,4%	29,3%	7,3%	9,2%
Autres	123,4	1,3					
<b>Groupe</b>	<b>3 640,8</b>	<b>4 233,8</b>	<b>16,3%</b>	<b>16,0%</b>	<b>13,9%</b>	<b>14,0%</b>	<b>14,9%</b>

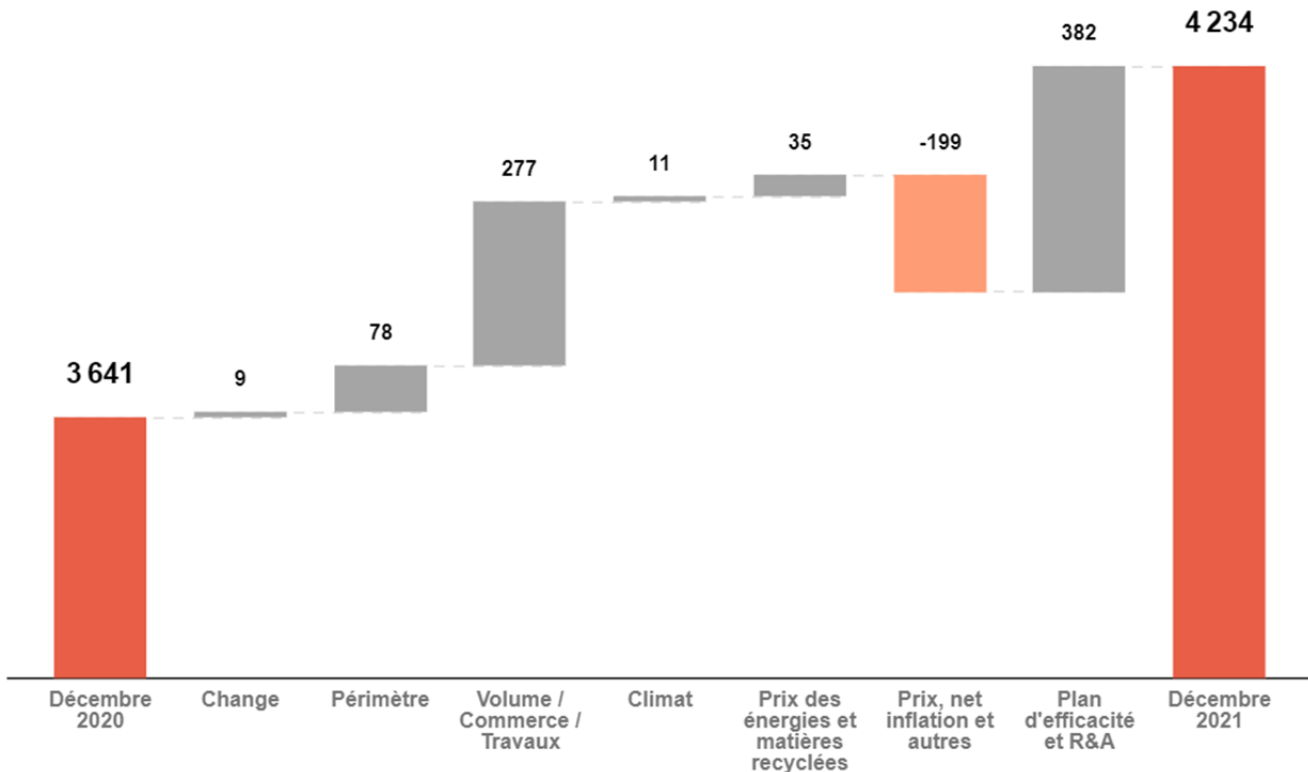
**En France**, l'EBITDA est en hausse de +26,8% par rapport au 31 décembre 2020. Dans les métiers de l'Eau, la hausse de l'EBITDA provient essentiellement de la reprise des travaux à la sortie de la crise sanitaire et des gains d'efficacité qui ont compensé l'impact négatif de l'été pluvieux sur le volume. Dans les Déchets, la progression de l'EBITDA est tirée par l'augmentation des prix des matières recyclées notamment du papier, le rebond d'activité post crise sanitaire et la contribution des plans d'efficacité. L'EBITDA a également bénéficié d'une opération de cession escompte au troisième trimestre 2021 sur un incinérateur de déchets en France pour un montant de 86 millions d'euros.

**En Europe hors France**, l'EBITDA en hausse de +22,3% à change constant par rapport au 31 décembre 2020, bénéficie de l'augmentation des prix des matières recyclées (papier, plastique et métaux) notamment en Allemagne et au Royaume-Uni, de l'effet positif du climat, de la hausse des prix de l'électricité et de la chaleur en Europe centrale, et de la couverture mise en place face à l'augmentation des coûts des certificats CO2, et de prix favorables dans les contrats de distribution d'eau.

**Dans le Reste du monde**, la progression de l'EBITDA à change constant sur l'année est de +6,9%, particulièrement marquée en Amérique latine, en Amérique du Nord et au Moyen Orient.

Dans le segment **Activités mondiales**, l'EBITDA est en forte progression de +29,3% à périmètre et change constants, tiré particulièrement par la performance dans les activités déchets dangereux, le rebond des activités de construction, et la progression de la performance opérationnelle dans les métiers de maintenance industrielle.

Par effet, l'évolution de l'EBITDA entre 2020 et 2021 peut s'analyser comme suit :



L'**impact change** sur l'EBITDA est positif et s'élève à 9 millions d'euros. Il reflète principalement une amélioration des devises australiennes et britanniques partiellement compensées par les variations défavorables des devises en Amérique (-14 millions d'euros)<sup>1</sup>.

L'**effet périmètre** de +78 millions d'euros correspond principalement à l'impact de l'acquisition du réseau de chaleur de Prague Rive droite et de l'unité de cogénération de Budapest en 2020.

Les **effets commerce et volumes** sont favorables à hauteur de +277 millions d'euros. Cette progression est générée par une hausse des volumes dans les Déchets particulièrement en France et en Europe, une bonne activité travaux dans l'Eau en France et dans les activités mondiales (VWT).

L'**impact climat** favorable dans l'énergie (+11 millions d'euros) principalement en Europe centrale compensé par l'effet des intempéries aux Etats-Unis et l'été pluvieux en France (-23 millions d'euros).

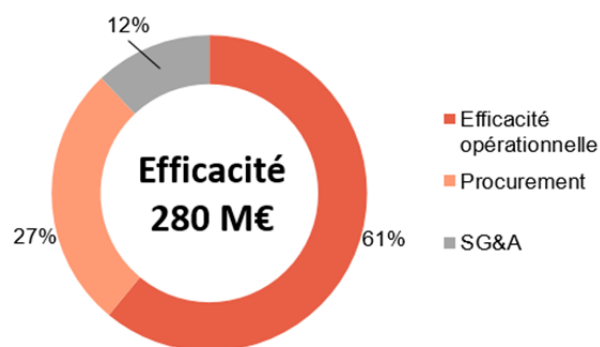
Les **prix des énergies et des matières recyclées** ont un impact favorable sur l'EBITDA à hauteur de +35 millions d'euros (contre +28 millions d'euros au 31 décembre 2020) dont +113 millions d'euros dans les recyclats, et -78 millions d'euros sur les coûts d'énergie dont les certificats CO2.

Le **pincement des prix** entre l'effet prix sur le chiffre d'affaires et l'inflation des coûts est de -199 millions d'euros.

La **contribution des plans d'économies de coûts** s'élève à +382 millions d'euros à fin décembre, au-dessus de l'objectif annuel de 350 millions d'euros. Ils incluent :

<sup>1</sup> Impacts change par devises : dollar américain (-8 millions d'euros), peso argentin (-3 millions d'euros), peso colombien (-2 millions d'euros), zloty polonais (-6 millions d'euros), dirham Emirats Arabes Unis (-1 millions d'euros), forint hongrois (-2 millions d'euros), réal brésilien (-1 millions d'euros), dollar australien (+7 millions d'euros), couronne tchèque (+9 millions d'euros), livre sterling (+14 millions d'euros).

- Le plan d'efficacité pour 280 millions d'euros qui porte principalement sur l'efficacité opérationnelle (à hauteur de 61%), et les achats (27%), et concerne l'ensemble des géographies : la France (24%), l'Europe hors France (36%), le Reste du monde (26%), et les Activités mondiales (13%).
- Les efforts additionnels d'économies post crise sanitaire du plan Recover et Adapt pour 102 millions d'euros



#### Plans d'économies (incluant Recover et Adapt)

Impact EBITDA (en millions d'euros)	Objectif 2021	Réalisation 2021
Gains bruts	350	382

## 3.4 Autres éléments du compte de résultat

### 3.4.1 EBIT COURANT

L'**EBIT Courant** consolidé du Groupe au 31 décembre 2021 s'établit à 1 766 millions d'euros, en forte progression de 41,7% à change constant par rapport au 31 décembre 2020 retraité<sup>1</sup>.

Les éléments de passage de l'EBITDA à l'EBIT Courant par rapport au 31 décembre 2020 retraité<sup>1</sup> sont les suivants :

(en millions d'euros)	31 décembre 2020 retraité <sup>1</sup>	31 décembre 2021
<b>EBITDA</b>	<b>3 640,8</b>	<b>4 233,8</b>
Dépenses de renouvellement	-275,4	-291,9
Amortissements <sup>2</sup>	-2 189,7	-2 348,9
Provisions, juste valeur et autres	-44,2	67,9
Quote-part du résultat net courant des co-entreprises et entreprises associées	110,5	104,8
<b>EBIT Courant</b>	<b>1 242,0</b>	<b>1 765,7</b>

La progression de l'EBIT Courant par rapport au 31 décembre 2020 retraité<sup>1</sup> est significative et s'élève à +518 millions d'euros à change constant, s'explique principalement par :

- une forte amélioration de l'EBITDA (+584 millions d'euros à change constant)
- net des effets du remboursement des actifs financiers opérationnels, les amortissements sont en légère hausse suite aux entrées de périmètre 2020

<sup>1</sup> cf chapitre 6.1 pour plus de détails sur le retraitement

<sup>2</sup> Y compris remboursement des actifs financiers opérationnels

- un écart favorable sur les provisions et autres qui inclut une hausse des plus-values de cessions industrielles (+58 millions d'euros à change constant) liée notamment à la rotation d'actifs en Suède, en Norvège, et en France.

L'effet change sur l'EBIT Courant est positif de +5 millions d'euros et reflète principalement la variation des devises au Royaume Uni (+7 millions d'euros), en Asie (+4 millions d'euros) partiellement compensées par une dégradation sur les devises en Amérique Latine (-4 millions d'euros) et en Amérique du Nord (-3 millions d'euros).

L'évolution de l'EBIT courant par segment opérationnel est la suivante :

(en millions d'euros)	31 décembre 2020 retraité <sup>1</sup>	31 décembre 2021	Variations 2020 / 2021	
			en courant	à change constant
France	28,2	233,5	728,2%	728,2%
Europe, hors France	602,6	918,9	52,5%	51,4%
Reste du monde	492,7	506,4	2,8%	3,3%
Activités mondiales	111,9	222,9	99,2%	98,3%
Autres	6,6	-116,0	n/a	n/a
<b>Groupe</b>	<b>1 242,0</b>	<b>1 765,7</b>	<b>42,2%</b>	<b>41,7%</b>

### 3.4.2 RESULTAT FINANCIER

(en millions d'euros)	31 décembre 2020	31 décembre 2021
<b>Coût de l'endettement financier net (1)</b>	<b>-414,4</b>	<b>-342,6</b>
Gains nets / Pertes nettes sur les prêts et créances	12,6	8,0
Dividendes reçus	2,8	124,3
Actifs et passifs évalués à la juste valeur par le résultat	0,1	0,4
Résultat de change	-12,9	7,9
Désactualisation des provisions	-23,5	-20,9
Charges d'intérêts sur passif du domaine concédé	-79,8	-76,5
Intérêts sur dettes locatives IFRS 16	-32,2	-28,2
Autres	-32,9	-38,4
<b>Autres revenus et charges financiers courants (2)</b>	<b>-165,8</b>	<b>-23,4</b>
<b>Plus ou moins-value de cessions financières (3)</b>	<b>26,1</b>	<b>-15,8</b>
<b>Résultat financier courant (1)+(2)+(3)</b>	<b>-554,1</b>	<b>-381,8</b>
Autres revenus et charges financiers non courants	-	-35,0
<b>Résultat financier</b>	<b>-554,1</b>	<b>-416,8</b>

<sup>1</sup> cf chapitre 6.1 pour plus de détails sur le retraitement

Au 31 décembre 2021, le résultat financier courant s'élève à -382 millions d'euros contre -554 millions d'euros au 31 décembre 2020. L'amélioration provient principalement des dividendes reçus au titre de la participation du Groupe dans Suez pour l'exercice 2020 à hauteur de 122 millions d'euros et d'une nette amélioration du coût de financement.

Au 31 décembre 2021, le résultat financier non courant pour -35 millions d'euros intègre des coûts relatifs au financement de l'acquisition de Suez.

### Coût de l'endettement financier net

Le coût de l'endettement financier net s'établit à -343 millions d'euros au 31 décembre 2021 contre -414 millions d'euros au 31 décembre 2020. Cette baisse du coût de l'endettement du Groupe de 71 millions d'euros s'explique par des conditions de refinancement favorables des émissions obligataires, la baisse des taux d'intérêts en devise et l'impact positif de l'annulation du portefeuille de couverture de taux (swap pré-hedge) mis en place en 2020, pour un montant de 20 millions d'euros.

Hors impact IFRS 16, le taux de financement du Groupe s'établit ainsi à 2,98% au 31 décembre 2021 contre 4,02% au 31 décembre 2020 (respectivement 2,85% versus 3,74% incluant IFRS 16).

### Autres revenus et charges financiers

Les autres revenus et charges financiers courants s'élèvent à -23,4 millions d'euros, contre -165,8 millions d'euros au 31 décembre 2020.

Ils incluent les dividendes reçus au titre de la participation du Groupe dans Suez (122 millions d'euros) pour les actions acquises en octobre 2020 (29,9%) ainsi que les intérêts sur passifs du domaine concédé (IFRIC 12) pour -76,5 millions d'euros et les effets de désactualisation des provisions pour -20,9 millions d'euros.

Les moins-values de cessions financières comptabilisées sur l'année 2021 s'élèvent à -15,8 millions d'euros et comprennent essentiellement la moins value de cession de la Namibie (VWT) pour -7,1 millions d'euros et une moins-value de liquidation d'une société non consolidée VIGIE 2 pour -7,5 millions d'euros, compensée par une reprise de provision de 7,5 millions d'euros.

Au 31 décembre 2020, les plus-values de cessions financières s'élevaient à +26,1 millions d'euros.

### 3.4.3 CHARGE D'IMPOT COURANTE

---

La charge d'impôt courante s'élève à -329,7 millions d'euros au 31 décembre 2021, contre -159,6 millions d'euros au 31 décembre 2020 retraité<sup>1</sup>.

Le taux d'impôt courant au 31 décembre 2021 s'élève à 25,8% contre 27,6 % au 31 décembre 2020 retraité<sup>2</sup>.

<sup>1</sup> cf chapitre 6.1 pour plus de détails sur le retraitement

<sup>2</sup> 26,1% au 31 décembre 2020 publié

<i>(en millions d'euros)</i>	<i>31 décembre 2020 retraité<sup>1</sup></i>	<i>31 décembre 2021</i>
<b>Résultat avant impôt - Eléments courants (a)</b>	<b>687,9</b>	<b>1 383,9</b>
Dont quote-part de résultat net des co-entreprises et entreprises associées (b)	110,5	104,8
<b>Résultat avant impôt retraité - Eléments courants : (c)=(a)-(b)</b>	<b>577,4</b>	<b>1 279,1</b>
<b>Charge d'impôt retraitée (d)</b>	<b>-159,6</b>	<b>-329,7</b>
<b>Taux d'impôt retraité sur les éléments du compte de résultat (d)/(c)</b>	<b>27,6%</b>	<b>25,8%</b>

### 3.4.4 RESULTAT NET COURANT

Le résultat net courant attribuable aux propriétaires de la société mère s'établit à 896 millions d'euros au 31 décembre 2021 contre 382 millions d'euros au 31 décembre 2020 retraité<sup>1</sup>. Hors plus ou moins-values de cessions financières nettes d'impôts et minoritaires, le résultat net courant attribuable aux propriétaires de la société mère est en progression de 150,5% à change constant, à 915 millions d'euros contre 363 millions d'euros au 31 décembre 2020 retraité<sup>1</sup>.

### 3.4.5 AUTRES ANALYSES DU COMPTE DE RESULTAT

#### Coûts commerciaux, généraux et administratifs

Les coûts commerciaux, généraux et administratifs impactant l'EBIT Courant passent de 2 739 millions au 31 décembre 2020 retraité<sup>1</sup> à 2 944 millions d'euros au 31 décembre 2021, soit une augmentation de 7,5% en courant (+7,7% à change constant et +6,8% à périmètre et change constants). Le ratio des coûts commerciaux, généraux et administratifs sur le chiffre d'affaires s'établit à 10,3% au 31 décembre 2021, en baisse par rapport au 31 décembre 2020 retraité<sup>1</sup> (10,5%).

#### Résultat net courant / Résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère

La part du résultat attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle représente 150,6 millions d'euros au 31 décembre 2021, contre 119,7 millions d'euros au 31 décembre 2020.

Le résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère est de 404,3 millions d'euros au 31 décembre 2021 contre 88,8 millions d'euros au 31 décembre 2020.

Le résultat net courant attribuable aux propriétaires de la société mère est de 895,8 millions d'euros au 31 décembre 2021 contre 381,8 millions d'euros au 31 décembre 2020 retraité<sup>1</sup>.

Compte tenu du nombre moyen pondéré d'actions en circulation au 31 décembre 2021 qui s'élève à 592,9 millions en non dilué, et 617,9 millions en dilué, versus 554,9 millions en non dilué, et 579,9 millions en dilué au

<sup>1</sup> cf chapitre 6.1 pour plus de détails sur le retraitement



31 décembre 2020, le résultat net par action attribuable aux propriétaires de la société mère au 31 décembre 2021 ressort à 0,68 euro en non dilué et 0,65 euro en dilué, contre 0,16 euro en non dilué et 0,15 euro en dilué au 31 décembre 2020. Le résultat net courant par action attribuable aux propriétaires de la société mère au 31 décembre 2021 ressort à 1,51 euros en non dilué et 1,45 euros en dilué, contre 0,75 euros en non dilué et 0,72 euros en dilué au 31 décembre 2020.

L'effet dilutif pris en compte dans le calcul du résultat net par action concerne les obligations à option de conversion et/ou d'échange en actions nouvelles et/ou existantes émises en septembre 2019 à échéance 1<sup>er</sup> janvier 2025, ainsi que les programmes de Plan d'Attribution d'Actions de Performance mis en place au 30 avril 2019 à échéance avril 2022, au 5 mai 2020 à échéance mai 2023 et au 4 mai 2021 à échéance mai 2024.

**Au 31 décembre 2021**, la formation du résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère est la suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	<i>Courant</i>	<i>Non courant</i>	<i>Total</i>
EBIT	1 765,7	-448,2	1 317,5
Coût de l'endettement financier net	-342,6	-	-342,6
Autres revenus et charges financiers	-39,2	-35,0	-74,2
<b>Résultat avant impôts</b>	<b>1 383,9</b>	<b>-483,2</b>	<b>900,7</b>
Charge d'impôts sur les sociétés	-329,7	-16,1	-345,8
Résultat net des autres sociétés mises en équivalence	-	-	-
Résultat net des activités non poursuivies	-	-	-
Part des participations ne donnant pas le contrôle	-158,4	7,8	-150,6
<b>Résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère</b>	<b>895,8</b>	<b>-491,5</b>	<b>404,3</b>

**Au 31 décembre 2020 retraité<sup>1</sup>**, la formation du résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère est la suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	<i>Courant</i>	<i>Non courant</i>	<i>Total</i>
EBIT	1 242,0	-322,5	919,5
Coût de l'endettement financier net	-414,4	-	-414,4
Autres revenus et charges financiers	-139,7	-	-139,7
<b>Résultat avant impôts</b>	<b>687,9</b>	<b>-322,5</b>	<b>365,4</b>
Charge d'impôts sur les sociétés	-159,6	22,6	-137,0
Résultat net des autres sociétés mises en équivalence	-	-	-
Résultat net des activités non poursuivies	-	-19,9	-19,9
Part des participations ne donnant pas le contrôle	-146,5	26,8	-119,7
<b>Résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère</b>	<b>381,8</b>	<b>-293,0</b>	<b>88,8</b>

Le résultat net des activités non poursuivies correspond à fin décembre 2020 à l'impact en résultat des coûts encourus sur l'exercice de l'arrêt des activités EPC à l'international de Veolia Water Technologies pour -19,9 millions d'euros.

<sup>1</sup> cf chapitre 6.1 pour plus de détails sur le retraitement

Le tableau de passage de l'EBIT Courant au résultat opérationnel, détaillant les éléments non courants du résultat net, est le suivant :

<i>(en millions d'euros)</i>	<b>31 décembre 2020 retraité<sup>1</sup></b>	<b>31 décembre 2021</b>
<b>EBIT Courant</b>	<b>1 242,0</b>	<b>1 765,7</b>
Pertes de valeur sur goodwill et goodwills négatifs	-44,1	10,8
Dotations nettes aux provisions non courantes	13,5	-0,9
Charges nettes de restructuration	-106,6	-68,2
Provisions et pertes de valeurs nettes non courantes sur actifs corporels, incorporels, AFOs et autres	-155,9	-234,0
Coûts d'acquisition de titres avec ou sans prise de contrôle	-29,4	-155,9
<b>Total des éléments non courants</b>	<b>-322,5</b>	<b>-448,2</b>
<b>Résultat opérationnel après quote-part de résultat net dans les entités mises en équivalence</b>	<b>919,5</b>	<b>1 317,5</b>

Les charges de restructuration au 31 décembre 2021 concernent principalement l'activité Déchets en France pour -22 millions d'euros.

Les provisions et pertes de valeurs nettes non courantes sur actifs corporels, incorporels, AFOs et autres charges non courantes concernent principalement au 31 décembre 2021 :

- Des coûts spécifiques dédiés à la situation sanitaire de l'année au-delà des coûts habituels d'équipements et de protection individuels de nos salariés (-59 millions d'euros) ;
- Des dépréciations d'actifs non courants notamment en Europe centrale et orientale à hauteur de -47 millions d'euros en lien avec le programme de décarbonisation des actifs industriels (République Tchèque, Pologne) et en Roumanie, et en Asie pour -41 millions d'euros.
- Les coûts d'acquisitions de titres comprennent principalement les coûts encourus dans le cadre de l'opération de rapprochement avec Suez.

<sup>1</sup> cf chapitre 6.1. pour plus de détails sur le retraitement

# 4

## FINANCEMENT

## 4.1 Evolution du Free Cash Flow et de l'Endettement financier net

Le tableau ci-après récapitule la variation de l'Endettement Financier Net et du free cash-flow net :

<i>(en millions d'euros)</i>	<b>31 décembre 2020</b>	<b>31 décembre 2021</b>
<b>EBITDA</b>	<b>3 640,8</b>	<b>4 233,8</b>
Investissements industriels nets de cession	-2 151,5	-2 211,5
Variation BFR opérationnel	233,4	382,5
Dividendes reçus	75,3	223,1
Dépenses de renouvellement	-260,5	-291,9
Autres charges non courantes et charges de restructuration	-230,0	-236,5
Intérêts sur passifs du domaine concédé (I12)	-79,8	-76,5
Intérêts sur droit d'usage (IFRS 16)	-32,2	-28,2
Éléments financiers (intérêts versés courants et capacité d'autofinancement financière)	-429,7	-368,7
Impôts payés	-258,3	-285,6
<b>Free cash-flow net, avant versement du dividende, investissements financiers et cessions financières</b>	<b>507,5</b>	<b>1 340,5</b>
Dividendes versés	-425,6	-558,2
Investissements financiers nets	-4 898,0	64,1
Variation des créances et autres actifs financiers	-31,8	111,0
Emissions / remboursement de titres super subordonnés	1 987,1	497,5
Augmentation de capital	139,0	2 692,3
<b>Free cash-flow</b>	<b>-2 721,9</b>	<b>4 147,2</b>
Effets de change et autres variations	185,3	-462,4
<b>Variation</b>	<b>-2 536,6</b>	<b>3 684,8</b>
Endettement Financier Net à l'ouverture	-10 680,4	-13 217,0
<b>Endettement Financier Net à la clôture</b>	<b>-13 217,0</b>	<b>-9 532,2</b>

Le **Free cash-flow net** traduit une belle performance sur l'exercice et s'élève à 1340,5 millions d'euros au 31 décembre 2021 contre 507,5 millions d'euros au 31 décembre 2020.

La progression du free cash-flow net par rapport au 31 décembre 2020 reflète :

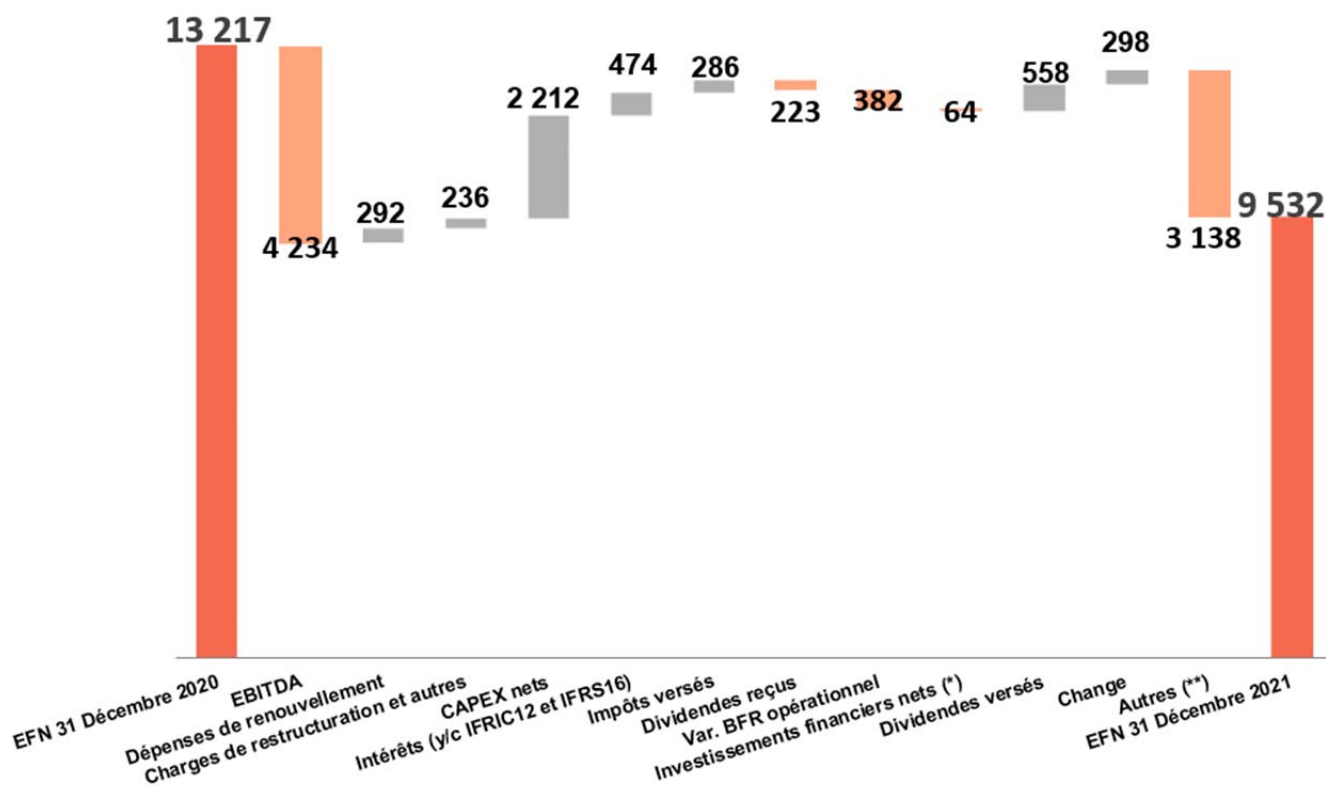
- l'augmentation de l'EBITDA portée par la progression de l'activité, et l'intensification des efforts d'efficacité commerciale et opérationnelle.
- des investissements industriels nets de 2 211,5 millions d'euros en progression de 2,8% en courant (+2,9% à change constant) :
  - o des investissements de maintenance à hauteur de 1 273 millions d'euros (soit 4% du chiffre d'affaires) ;
  - o des investissements de croissance sur le portefeuille existant de 876 millions d'euros (contre 691 millions au 31 décembre 2020) ;
  - o des investissements discrétionnaires qui s'élèvent à 456 millions d'euros en augmentation de 21 millions d'euros par rapport à 2020.

- des cessions industrielles à hauteur de 317 millions d'euros, réalisées dans le cadre de la poursuite de la stratégie de rotation d'actifs du Groupe conformément aux objectifs affichés dans le plan stratégique Impact 2023.
- une nette amélioration de la variation du Besoin en fonds de roulement opérationnel qui s'élève à 383 millions d'euros contre une variation de 233 millions d'euros à fin décembre 2020 grâce à la poursuite des efforts de recouvrement.
- l'encaissement des dividendes SUEZ pour 122 millions d'euros en date du 8 juillet 2021 au titre des actions (titres non consolidés 29.9 %) acquises en octobre 2020.

L'endettement financier net s'établit à 9 532 millions d'euros, contre 13 217 millions d'euros au 31 décembre 2020.

Par rapport au 31 décembre 2020, la baisse de l'endettement financier net est principalement portée par :

- la génération du free cash-flow net de l'exercice à hauteur de 1 341 millions d'euros;
- le versement des dividendes votés en assemblée générale mixte le 22 avril 2021 (- 397 millions d'euros);
- des investissements financiers nets à hauteur de 64 millions d'euros (y compris frais d'acquisition et endettement entrant) qui incluent notamment l'acquisition de la société OSIS, d'une unité d'engrais organiques en France, la cession des activités de services industriels et de solutions de recyclage en Suède et en Norvège et de la concession d'eau de Shenzhen en Chine.
- l'augmentation de capital réalisée dans le cadre du financement de l'acquisition de Suez pour un montant de 2,5 milliards d'euros (hors frais d'émission)
- l'émission de titres subordonnés pour 497 millions d'euros (hors frais d'émission)
- l'augmentation de capital dans le cadre de l'opération d'actionnariat salarié Sequoia 2021 pour un montant net de 204 millions d'euros



(\*) Acquisitions financières de -476 millions d'euros nettes des cessions financières de 540 millions d'euros

(\*\*) Essentiellement augmentation de capital pour +2,5 milliards d'euros (nette des frais d'émission), Sequoia +204M€ nets, Hybride pour +497M€ (net des frais d'émission) et remboursement de prêt aux co-entreprises

L'Endettement financier net est par ailleurs impacté par un effet de change défavorable de -298 millions d'euros au 31 décembre 2021<sup>1</sup> contre +273 millions d'euros au 31 décembre 2020.

## 4.2 Investissements Industriels et Financiers

### 4.2.1 INVESTISSEMENTS INDUSTRIELS

Le montant total des investissements industriels bruts, y compris nouveaux actifs financiers opérationnels, réalisés par le Groupe s'est élevé à 2 528 millions d'euros au 31 décembre 2021, contre 2 387 millions d'euros au 31 décembre 2020.

Les investissements industriels par segment, hors activités non poursuivies, varient de la façon suivante :

31 décembre 2021 (en millions d'euros)	Maintenance et défense du portefeuille <sup>2</sup>	Croissance discrétionnaire	Total investissements industriels bruts <sup>3</sup>	Cessions industrielles	Total investissements industriels nets
France	471	37	508	-88	420
Europe, hors France	795	172	967	-132	835
Reste du monde	500	196	696	-35	661
Activités mondiales	233	51	284	-47	237
Autres	73	0	73	-14	59
<b>Groupe</b>	<b>2 072</b>	<b>456</b>	<b>2 528</b>	<b>-316</b>	<b>2 212</b>

31 décembre 2020 (en millions d'euros)	Maintenance et défense du portefeuille <sup>4</sup>	Croissance discrétionnaire	Total investissements industriels bruts <sup>5</sup>	Cessions industrielles	Total investissements industriels nets
France	447	34	481	-63	418
Europe, hors France	742	167	910	-102	808
Reste du monde	514	198	711	-27	684
Activités mondiales	225	36	261	-43	217
Autres	24	0	24	0	24
<b>Groupe</b>	<b>1 952</b>	<b>435</b>	<b>2 387</b>	<b>-236</b>	<b>2 151</b>

A change constant, les investissements industriels nets sont en légère hausse (+2,8%) par rapport au 31 décembre 2020, impacté par la crise sanitaire l'enveloppe allouée aux investissements de maintenance est

<sup>1</sup> Principalement porté par des impacts défavorables sur le dollar américain (-86 millions d'euros), le Yuan Renminbi chinois (-65 millions d'euros), la livre sterling (-60 millions d'euros), la couronne tchèque (-39 millions d'euros), le Dollar de Hong Kong (-14 millions d'euros) et le Rouble Russe (-14 millions d'euros)

<sup>2</sup> Dont investissements de maintenance en 2021 à hauteur de 1 273 millions d'euros, et investissements de défense du portefeuille en 2021 à hauteur de 876 millions d'euros.

<sup>3</sup> Dont nouveaux actifs financiers opérationnels en 2021 à hauteur de 169 millions d'euros.

<sup>4</sup> Dont investissements de maintenance en 2020 à hauteur de 1 261 millions d'euros, et investissements de défense du portefeuille en 2020 à hauteur de 691 millions d'euros.

<sup>5</sup> Dont nouveaux actifs financiers opérationnels en 2020 à hauteur de 160 millions d'euros.

plus importante. En ligne avec les choix stratégiques du programme Impact 2023, les investissements discrétionnaires concernent principalement :

- dans le Reste du Monde 73 millions d'euros incluant les projets de développement dans le traitement des déchets dangereux (construction d'incinérateurs en Arabie Saoudite, en Chine, à Singapour) et 34 millions d'euros dans l'économie circulaire du plastique (usines de recyclage au Japon et à Singapour);
- 115 millions d'euros en Europe hors France dans les boucles d'énergie principalement constitués d'investissements de décarbonisation de nos sites de production de chaleur (Allemagne, République Tchèque et Pologne).

#### 4.2.2 INVESTISSEMENTS ET CESSIONS FINANCIERS

Les investissements financiers nets s'élèvent à +64 millions d'euros au 31 décembre 2021 contre -4 898 millions d'euros au 31 décembre 2020.

**Les investissements financiers** s'élèvent à -476 millions d'euros au 31 décembre 2021 (y compris frais d'acquisition et endettement entrant) et incluent principalement les impacts des acquisitions d'Osis en France (348 millions d'euros y compris dettes IFRS 16) et d'une unité d'engrais organiques en France (20 millions d'euros).

Au 31 décembre 2020, hors opération de rachat des titres Suez Environnement (3 422 y compris frais d'acquisition), les investissements financiers s'élevaient à -1 649 millions d'euros (y compris frais d'acquisition et endettement entrant) et comprenaient notamment les acquisitions du réseau de chauffage urbain de Prague Rive Droite en République Tchèque (710 millions d'euros), de la production de chaleur de la ville de Budapest en Hongrie (294 millions d'euros), du site de traitement des déchets dangereux d'Alcoa aux Etats-Unis (231 millions d'euros), du groupe de traitement des déchets MAG en Russie (125 millions d'euros) et le rachat du partenaire du contrat d'eau de Nagpur en Inde (113 millions d'euros).

**Les cessions financières** s'élèvent à 540 millions d'euros au 31 décembre 2021 (y compris frais de cession) et comprennent notamment la cession de la participation dans la concession d'eau de Shenzhen en Chine (249 millions d'euros)<sup>1</sup> ainsi que la cession des activités de services industriels et services de recyclage en Suède et en Norvège (111 millions d'euros)<sup>2</sup>.

Au 31 décembre 2020, les cessions financières s'élevaient à 174 millions d'euros (y compris frais de cession) et comprenaient notamment la cession de l'activité Telecom de la SADE pour 52 millions d'euros, la cession d'actifs en Allemagne à hauteur de 31 millions d'euros, la cession de la participation dans la concession d'eau chinoise de Liuzhou pour un montant de 47 millions d'euros, la cession de Campus X en Italie (20 millions d'euros) et l'augmentation de capital souscrite par les minoritaires de la société Southa à Hong-Kong à hauteur de 14 millions d'euros.

### 4.3 Besoin en fonds de roulement opérationnel

La variation du Besoin en Fonds de Roulement Opérationnel (hors activités non poursuivies) s'élève à 382 millions d'euros au 31 décembre 2021, contre 233 millions d'euros au 31 décembre 2020.

<sup>1</sup> Opération totale pour un montant de 394 millions d'euros en incluant le remboursement du prêt actionnaire (105 millions d'euro) et la remontée de dividendes (40 millions d'euros)

<sup>2</sup> Montant total de transaction de 235 millions d'euros y compris cession d'actifs industriels

Cette variation reflète le suivi régulier et l'amélioration des processus de collecte et de facturation dans un contexte de vigilance accrue et dénote la résilience de la clientèle municipale et industrielle du Groupe.

La position nette du BFR au bilan du 31 décembre 2021 est une ressource de 1 854 millions d'euros contre 1 511 millions d'euros au 31 décembre 2020, soit une variation de 342 millions d'euros dont -41 millions d'euros liés aux variations de périmètre de consolidation et 0,4 millions d'euros d'effet de change.

Se référer à la Note 6.3.1 des états financiers consolidés au 31 décembre 2021.

## 4.4 Financement externe

### 4.4.1 STRUCTURE DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET

(en millions d'euros)	Notes annexes		
	aux comptes consolidés	Au 31 décembre 2020	Au 31 décembre 2021
Dettes financières non courantes	9.1.1	12 133	11 761
Dettes financières courantes	9.1.1	7 599	9 033
Trésorerie passive	9.1.3	218	242
<b>Sous-total dettes financières</b>		<b>19 949</b>	<b>21 036</b>
Trésorerie et équivalents de trésorerie	9.1.3	-5 840	-10 519
Imputation de la juste valeur des dérivés de couverture	9.3.1	-57	-13
Actifs liquides et actifs financiers liés au financement	9.1.2	-835	-972
<b>Endettement financier net</b>		<b>13 217</b>	<b>9 532</b>

L'endettement financier net après couverture au 31 décembre 2021 est intégralement à taux fixe.

La maturité moyenne de l'endettement financier net s'établit à 7,8 ans au 31 décembre 2021 (6 ans hors effet de l'augmentation de capital et de l'émission du bond hybride) contre 6.2 ans au 31 décembre 2020.

### 4.4.2 POSITION DE LIQUIDITE DU GROUPE

Suite à la crise sanitaire apparue en 2020, Veolia a placé le suivi de la liquidité comme une priorité. Cela s'est traduit par un suivi des prévisions hebdomadaires de trésorerie sur un horizon de cinq semaines, par la revue régulière du fonctionnement des back offices Finance (facturation, recouvrement, paiements, fournisseurs), et par un point quotidien sur la situation des marchés financiers au niveau Groupe.

Le Groupe a ainsi mené une politique de financement prudente et résiliente, le cash centralisé est placé essentiellement dans des actifs monétaires liquides (OPCVM monétaires ou dépôts bancaires liquides).

La situation de liquidité brute du Groupe au 31 décembre 2021 s'établit à 15,5 milliards d'euros et se compose principalement de :



- 11,5 milliards d'euros de trésorerie ou équivalents de trésorerie (cash centralisé placé essentiellement en actifs monétaires liquides pour 10,3 milliards d'euros et cash mobilisable dans les filiales pour 1,2 milliard d'euros) ;
- 4 milliards d'euros de lignes de crédit et lignes bilatérales non tirées et disponibles.

La liquidité nette du Groupe au 31 décembre 2021 s'établit à 6,2 milliards d'euros. Elle inclut les dettes courantes et trésorerie passive qui viennent diminuer la liquidité brute de 9,3 milliards d'euros. Les montants de dettes courantes et trésorerie passive incluent notamment 5,9 milliards d'euros de billets de trésorerie de maturité moyenne de 2,5 mois, en cours de refinancement.

Le détail des liquidités dont le Groupe dispose au 31 décembre 2021 est le suivant :

<i>(en millions d'euros)</i>	31 décembre 2020	31 décembre 2021
<b>Veolia Environnement :</b>		
Crédit syndiqué non tiré	3 000,0	3 000,0
Lignes de crédit bilatérales MT non tirées	1 000,0	1 000,0
Lignes de crédit bilatérales CT non tirées	-	-
Ligne de lettres de crédit	21,6	22,9
Trésorerie et équivalents de trésorerie <sup>1</sup>	5 542,2	10 333,7
<b>Filiales :</b>		
Trésorerie et équivalents de trésorerie <sup>1</sup>	1 132,9	1 156,7
<b>Total des liquidités</b>	<b>10 696,7</b>	<b>15 513,3</b>
<b>Dettes courantes et trésorerie passive</b>		
Dettes courantes	7 599,6	9 034,9
Trésorerie passive	217,6	241,9
<b>Total des dettes courantes et trésorerie passive</b>	<b>7 817,2</b>	<b>9 276,8</b>
<b>Total des liquidités nettes des dettes courantes et trésorerie passive<sup>2</sup></b>	<b>2 879,5</b>	<b>6 236,5</b>

La hausse des liquidités par rapport au 31 décembre 2020 est due principalement d'une part aux produits de l'augmentation de capital de 2.5 milliards d'euros du 8 octobre 2021 et de l'émission d'une dette hybride de 0,5 milliard d'euros le 8 novembre 2021, et d'autre part à la souscription de deux emprunts court terme d'un montant de 0,7 milliard d'euros.

Le crédit syndiqué multidevises non tiré au 31 décembre 2021, et initialement conclu le 2 novembre 2015, pour un montant de 3 milliards d'euros, à échéance 2022, a été étendu à 2024. En complément, Veolia Environnement a à sa disposition des lignes de crédit bilatérales pour un montant total non tiré au 31 décembre 2021 de 1 milliard d'euros. Veolia Environnement peut tirer à tout instant sur le crédit syndiqué multidevises et sur l'ensemble des lignes de crédit.

Au 31 décembre 2021, les lignes de lettres de crédit bilatérales en dollars américains tirables en cash s'élèvent à 25.9 millions de dollars américains (soit 22,9 millions d'euros équivalents), non utilisées à ce jour, et figurent dans le tableau de liquidité ci-dessus.

<sup>1</sup> Y compris les actifs liquides et les actifs liés au financement inclus dans l'endettement financier net.

<sup>2</sup> Y compris liquidités liées aux Placements au sein du GIE.

#### 4.4.3 COVENANTS BANCAIRES

---

Se référer à la Note 3 et 9.3.2 des états financiers consolidés au 31 décembre 2021.

5

## **AUTRES ÉLÉMENTS**

## 5.1 Rendement des capitaux employés (ROCE)

L'EBIT Courant après impôts est calculé de la manière suivante :

(en millions d'euros)	31 décembre 2020 retraité <sup>1</sup>	31 décembre 2021
<b>EBIT Courant<sup>2</sup></b>	<b>1 242</b>	<b>1 766</b>
- Charge d'impôt courante sur les sociétés	-160	-330
<b>EBIT Courant après impôts</b>	<b>1 082</b>	<b>1 436</b>

Le tableau ci-dessous présente le calcul des Capitaux Employés :

(en millions d'euros)	31 décembre 2020 retraité <sup>1</sup>	31 décembre 2021
Actifs corporels et incorporels nets	13 086	13 687
Droits d'Usage	1 530	1 562
Ecarts d'acquisition nets de pertes de valeur	5 935	6 251
Participations dans les co-entreprises et les entreprises associées	1 375	1 594
Actifs financiers opérationnels	1 371	1 320
Besoin en fonds de roulement d'exploitation et hors exploitation net	-3 555	-4 557
Instruments dérivés nets et autres	-40	69
Provisions	-2 260	-2 345
<b>Capitaux employés</b>	<b>17 442</b>	<b>17 581</b>
Impacts des activités discontinues et autres retraitements <sup>3</sup>	-284	362
<b>Capitaux employés après retraitements</b>	<b>17 158</b>	<b>17 943</b>

Le rendement des capitaux employés (ROCE) après impôts du Groupe est le suivant :

(En millions d'euros)	EBIT courant après impôts	Capitaux employés moyens de l'année	ROCE après impôts
2020 (yc IFRS 16) retraité <sup>1</sup>	1 082	17 535	6,2%
<b>2021 (yc IFRS 16)</b>	<b>1 436</b>	<b>17 550</b>	<b>8,2%</b>

<sup>1</sup> cf chapitre 6.1 pour plus de détails sur le retraitement

<sup>2</sup> Y compris QP de résultat net des co-entreprises et des entreprises associées.

<sup>3</sup> Les retraitements en 2021 concernent principalement la réintégration des capitaux employés des activités cédées en Norvège et Suède et la proratisation des capitaux employés d'OSIS acquise courant 2021. Les retraitements en 2020 concernent la proratisation de la valeur des titres acquis sur le dernier trimestre 2020 (Prague Rive Droite et Bert Hongrie), et la réintégration des capitaux employés de la concession d'eau Shenzhen ayant donné lieu à un retraitement en actifs et passifs destinés à la vente au 31 décembre 2020.

## 5.2 Honoraires des Commissaires aux Comptes

(en millions d'euros)	KPMG SA				Ernst & Young			
	Montants		Pourcentage		Montants		Pourcentage	
	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020
<b>Certification des comptes individuels et consolidés et examen limité annuel</b>								
Veolia Environnement	1,5	1,5	11,1%	11,5%	1,7	1,7	11,7%	11,2%
Entités contrôlées	9,6	9,7	70,6%	75,0%	11,2	10,4	77,2%	68,6%
<b>Sous-total (a)</b>	<b>11,1</b>	<b>11,2</b>	<b>81,7%</b>	<b>86,5%</b>	<b>12,9</b>	<b>12,1</b>	<b>89,0%</b>	<b>79,7%</b>
<b>Services autres que la certification des comptes requis par les textes légaux et réglementaires</b>								
Veolia Environnement	0,3	0,2	2,5%	1,4%	0,0	0,0	0,0%	0,0%
Entités contrôlées	0,0	0,3	0,1%	2,6%	0,0	0,5	0,0%	3,5%
<b>Sous-total (b)</b>	<b>0,3</b>	<b>0,5</b>	<b>2,6%</b>	<b>4,0%</b>	<b>0,0</b>	<b>0,5</b>	<b>0,0%</b>	<b>3,3%</b>
<b>Services autres que la certification des comptes fournis à la demande de l'entité</b>								
Veolia Environnement	0,4	0,2	3,1%	1,5%	0,5	0,3	3,4%	1,9%
Entités contrôlées	1,7	1,0	12,6%	8,1%	1,1	2,3	7,6%	14,8%
<b>Sous-total (c)</b>	<b>2,1</b>	<b>1,2</b>	<b>15,7%</b>	<b>9,5%</b>	<b>1,6</b>	<b>2,6</b>	<b>11,0%</b>	<b>16,6%</b>
<b>Services autres que la certification des comptes<sup>1</sup></b>								
<b>Sous-total (d) = (b) + (c)</b>	<b>2,5</b>	<b>1,7</b>	<b>18,3%</b>	<b>13,5%</b>	<b>1,6</b>	<b>3,1</b>	<b>11,0%</b>	<b>20,3%</b>
<b>TOTAL (e) = (a) + (d)</b>	<b>13,6</b>	<b>12,8</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>14,5</b>	<b>15,3</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>

## 5.3 Opérations avec les parties liées

Le Groupe identifie les parties qui lui sont liées conformément aux dispositions du paragraphe 9 de la norme IAS 24 révisée « Information relative aux parties liées » (se référer à la Note 14 des états financiers consolidés).

## 5.4 Evènements postérieurs à la clôture

Concernant le rapprochement avec Suez, la clôture de l'Offre Publique d'Achat de Suez et la cession du Nouveau Suez au consortium ont eu lieu en janvier 2022 (se référer au chapitre 1.1 Rapprochement avec Suez pour plus de détails).

Suite à l'émergence du conflit en Europe de l'Est, le Groupe suit avec la plus grande attention le développement de la situation.

<sup>1</sup> Les services autres que la certification des comptes incluent les services fournis à la demande de l'entité consolidante ou des entités contrôlées (audits contractuels, attestations, procédures convenues, consultations de nature comptable, revue de système d'information en place ou en projet, diligences dans le cadre d'acquisition et de cession, rapport sur les informations sociales, environnementales et sociétales et services fiscaux n'affectant pas l'indépendance des commissaires aux comptes).

Le Groupe assure en Ukraine et en Russie des services essentiels pour les populations locales avec pour priorités la santé et la sécurité de ses employés et la réduction de ses risques. Ces activités représentent, en 2021, 0,3% du chiffre d'affaires et 0,8% des capitaux employés du Groupe.

Veolia reste attentif au jour le jour à l'évolution du conflit en Europe de l'Est ainsi qu'à son impact sur l'environnement économique et sur les approvisionnements en énergie.

## 5.5 Facteurs de risque

Les principaux facteurs de risques auxquels le Groupe pourrait être confronté sont détaillés dans le chapitre 2 du document d'enregistrement universel 2021.

## 5.6 Perspectives

### Perspectives 2022\*

L'année 2022 démarre dans un contexte inflationniste dans lequel les activités de Veolia sont bien protégées, grâce au modèle contractuel d'indexation tarifaire qui s'applique à près de 70% du chiffre d'affaires du Groupe et à la politique de couverture des achats énergétiques.

Par ailleurs le Groupe est très faiblement exposé à l'Ukraine et à la Russie avec un chiffre d'affaires d'environ 120 millions d'euros (soit 0,3% du chiffre d'affaires) et 130 millions d'euros de capitaux employés (soit moins de 0,5% des capitaux employés de l'ensemble Veolia-Suez).

Au regard des tendances toujours favorables dans nos différentes activités, sans élargissement du conflit au-delà du territoire Ukrainien, ni changement significatif des conditions d'approvisionnement en énergie en Europe, les perspectives 2022 du Groupe, qui intègrent pour la première fois celles de Suez à partir du 18 janvier s'établissent de la façon suivante :

- Solide croissance organique du Chiffre d'affaires
- Économies de coûts supérieures à 350 M€ auxquelles s'ajoutent 100 M€ de synergies attendues pour la première année d'intégration de Suez
- Croissance organique de l'EBITDA entre +4% et +6%
- Résultat net courant part du Groupe autour de 1,1 Md€, en hausse de plus de 20%, confirmant l'effet relatif d'environ 10% sur le Bénéfice Net Courant Par Action\*\*
- Confirmation de la relation du Bénéfice Net Courant Par Action d'environ 40% en 2024\*\*
- *Leverage ratio* autour de 3x
- Et croissance du dividende en ligne avec celle du Bénéfice Net Courant Par Action

\* à change constant

\*\*BNPA y compris coût de l'hybride et avant PPA

## **ANNEXES**

## 6.1 Réconciliation des données publiées en 2020 et 2019 avec les données retraitées en 2021

A compter de l'exercice 2021 et en vue de permettre une meilleure comparabilité avec les autres émetteurs, les impacts liés à l'application de la norme IFRS 2 « Paiement fondé sur des actions » sont désormais intégrés à l'EBIT Courant.

En conformité avec les orientations ESMA dans le cas de changement de la définition d'un indicateur financier Non GAAP, les retraitements des indicateurs 2019 et 2020 ont été effectués.

### Réconciliation des indicateurs cumulés au 31 décembre 2020 et 2019

#### Impact du reclassement en courant des frais de personnels - paiements en actions (IFRS2) - clôture du 31 décembre

(en millions d'euros)	31 décembre 2019 publié	Retraitement IFRS 2	31 décembre 2019 retraité	31 décembre 2020 publié	Retraitement IFRS 2	31 décembre 2020 retraité
Chiffre d'Affaires	27 189		27 189	26 010		26 010
EBITDA	4 022		4 022	3 641		3 641
Marge d'EBITDA	14,8%		14,8%	14,0%		14,0%
Frais de personnel - paiements en action		-21	-21		-33	-33
EBIT Courant	1 730	-21	1 709	1 275	-33	1 242
Résultat Net Courant Part du Groupe	760	-21	738	415	-33	382
Résultat Net Courant Part du Groupe hors PMV de cessions financières	734	-21	713	396	-33	363
Resultat Opérationnel	1 465	0	1 465	920	0	920
Résultat Net Part du Groupe	625	0	625	89	0	89
Investissements industriels nets	-2 201		-2 201	-2 151		-2 151
Free cash flow net	868		868	508		508
Endettement financier Net à l'ouverture	-11 564		-11 564	-10 680		-10 680
Endettement financier Net à la clôture	-10 680		-10 680	-13 217		-13 217

Cet ajustement a un impact neutre sur le résultat net part du Groupe dans la mesure où il s'agit d'un reclassement entre des éléments courants et non courants du résultat net part du Groupe.

Le tableau de passage de l'EBIT Courant au résultat opérationnel tel qu'il figure au compte de résultat est présenté dans la section 3.4.5. De la même façon, le tableau de passage du résultat net courant au résultat net part du Groupe tel qu'il figure au compte de résultat est présenté dans la section 3.4.5.



## 6.2 Réconciliation des indicateurs GAAP et des indicateurs utilisés par le Groupe

### 6.2.1 EBITDA

Le tableau de passage de la capacité d'autofinancement à l'EBITDA est le suivant :

<i>En millions d'euros</i>	<i>31 décembre 2020</i>	<i>31 décembre 2021</i>
<b>Capacité d'autofinancement</b>	<b>2 892,8</b>	<b>3 213,2</b>
Dont capacité d'autofinancement financière	-20,8	-70,1
Dont capacité d'autofinancement opérationnelle	2 913,5	3 283,3
Exclusion :		
Dépenses de renouvellement	260,5	291,9
Charges de restructuration cash	116,4	77,0
Coûts d'acquisitions et frais de cessions sur titres	37,6	170,7
Autres charge non courantes	113,6	159,5
Intégration :		
Remboursement des actifs financiers opérationnels	199,2	251,4
<b>EBITDA</b>	<b>3 640,8</b>	<b>4 233,8</b>

### 6.2.2 FREE CASH-FLOW NET

Le tableau de passage des flux nets de trésorerie générés par l'activité des activités poursuivies (inclus dans l'Etat consolidé des flux de trésorerie) au free cash-flow net est le suivant :

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes	31 décembre 2020	31 décembre 2021
<b>Flux nets de trésorerie générés par l'activité des activités poursuivies</b>		<b>2 737,7</b>	<b>3 163,8</b>
Intégration :			
Investissements industriels nets de subvention		-1 608,6	-1 728,8
Cessions d'actifs industriels		235,9	316,4
Nouveaux actifs financiers opérationnels		-160,0	-166,6
Remboursement des actifs financiers opérationnels		199,2	251,4
Nouvelles dettes de location financement		-488,7	-483,8
Dividendes reçus		75,3	223,1
Intérêts financiers nets		-516,8	-462,1
Exclusion :			
Coûts d'acquisition et frais de cession sur titres, et autres		33,5	227,1
<b>Free cash-flow net</b>		<b>507,5</b>	<b>1 340,5</b>

### 6.2.3 INVESTISSEMENTS INDUSTRIELS

Le tableau de passage des investissements industriels nets de subvention (inclus dans l'Etat consolidé des flux de trésorerie) aux investissements industriels est le suivant :

<i>En millions d'euros</i>	31 décembre 2020	31 décembre 2021
<b>Investissements industriels nets de subvention</b>	<b>-1 608,6</b>	<b>-1 728,8</b>
Nouvelles dettes de location financement	-488,7	-483,8
Variation du besoin en fonds de roulement du domaine concédé	-130,0	-146,3
Nouveaux actifs financiers opérationnels	-160,0	-169,0
<b>Investissements industriels bruts</b>	<b>-2 387,3</b>	<b>-2 528,2</b>

## 6.3 Définitions

### 6.3.1 INDICATEURS STRICTEMENT COMPTABLES (« GAAP » : IFRS)

---

**Le coût de l'endettement financier net** représente le coût de l'endettement financier brut hors intérêts financiers IFRS16 classés en autres charges financières et y compris les résultats de couverture de taux et de change y afférent, diminué du résultat de la trésorerie nette.

**La capacité d'autofinancement totale** telle qu'indiquée dans le tableau des flux de trésorerie est composée de trois éléments : la capacité d'autofinancement opérationnelle intégrant les charges et produits opérationnels encaissés et décaissés (« cash »), la capacité d'autofinancement financière incluant les éléments financiers cash des autres revenus et charges financiers, et la capacité d'autofinancement des activités non poursuivies intégrant les charges et produits opérationnels et financiers cash reclassés en résultat net des activités non poursuivies en application de la norme IFRS 5. La capacité d'autofinancement opérationnelle n'inclut pas la quote-part des sociétés mises en équivalence.

**Le résultat net des activités non poursuivies** est l'ensemble des charges et produits nets d'impôt rattachés aux activités cédées ou en cours de cession, conformément à la norme IFRS 5.

### 6.3.2 INDICATEURS NON STRICTEMENT COMPTABLES (« NON GAAP »)

---

Le terme « **variation à change constant** » recouvre la variation résultant de l'application des taux de change de la période précédente sur l'exercice actuel, toutes choses restant égales par ailleurs.

**Le secteur municipal** se réfère aux prestations des métiers de l'Eau, des Déchets et de l'Énergie à destination des usagers, réalisées dans le cadre de contrats avec des autorités publiques comme des communes, des groupements de communes, des régions ou des États.

**Le secteur industriel** englobe la gestion des services de l'Eau, des Déchets et de l'Énergie à destination des clients industriels ou tertiaires.

L'indicateur **EBITDA** consiste en la somme de l'ensemble des produits et charges opérationnels encaissés et décaissés (à l'exclusion des charges de restructuration, des pertes de valeur BFR non courantes, des dépenses de renouvellement et des coûts d'acquisition et frais de cession sur titres) et des remboursements d'actifs financiers opérationnels.

**La marge d'EBITDA** est définie comme étant le ratio EBITDA/Chiffre d'affaires.

Pour obtenir l'**EBIT courant** (qui comprend la quote-part de résultat net courant des co-entreprises dans le prolongement des activités du Groupe et des entreprises associées), sont exclus du Résultat Opérationnel les éléments suivants :

- les dépréciations de goodwill des filiales contrôlées et des entités mises en équivalence;
- les charges de restructuration;
- les provisions et pertes de valeur non courantes ;
- les dépréciations non courantes et/ou significatives d'actifs immobilisés (corporels, incorporels et actifs financiers opérationnels) ;
- les coûts d'acquisitions de titres.

**Le résultat net courant part du Groupe** résulte de la somme des éléments suivants :

- l'EBIT courant ;
- le résultat financier courant, qui comprend les éléments courants du coût de l'endettement financier net, et les autres revenus et charges financiers courants y compris les plus ou moins-values de cessions financières (dont les plus ou moins-values incluses dans les quotes-parts de résultat net des entités mises en équivalence) ;
- les éléments courants de l'impôt ;
- la part des minoritaires (à l'exclusion de la part des minoritaires relative aux éléments non courants du compte de résultat).

**Le résultat net courant part du Groupe par action** est calculé en divisant le résultat net courant part du Groupe de l'exercice (non retraité du montant du coupon attribuable aux porteurs de titres super-subordonnés) par le nombre moyen pondéré d'actions composant le capital en circulation pendant l'exercice.

**Les investissements industriels nets** tels que pris en compte dans le tableau de variation de l'EFN incluent les investissements industriels (acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles, et nouveaux actifs financiers opérationnels), nets des cessions industrielles.

Le Groupe dissocie dans ses investissements :

- les investissements de maintenance qui correspondent aux investissements de renouvellement de matériels et d'installations exploitées par le Groupe ;
- les investissements de croissance qui correspondent globalement aux investissements embarqués au sein de nos contrats existants et de défense de portefeuille ;
- enfin les investissements dits de croissance discrétionnaires consécutifs généralement à un nouveau contrat ou projet ou encore à une extension significative d'un contrat ou d'un projet existant.

Ces dernières catégories correspondant à des investissements de croissance.

**Les investissements financiers nets** tels que pris en compte dans le tableau de variation de l'EFN correspondent aux investissements financiers diminués des cessions financières.

Les investissements financiers comprennent les acquisitions d'actifs financiers y compris l'endettement net des sociétés entrantes, et les acquisitions partielles résultant des transactions entre actionnaires ne modifiant pas le contrôle.

Les cessions financières incluent les cessions d'actifs financiers y compris l'endettement net des sociétés sortantes, les cessions partielles résultant des transactions entre actionnaires ne modifiant pas le contrôle, ainsi que les augmentations de capital souscrites par les minoritaires.

**Le free cash-flow net** correspond au free cash-flow des activités poursuivies i.e. la somme de l'EBITDA, des dividendes reçus, de la variation du besoin en fonds de roulement opérationnel, de la capacité d'autofinancement financière, moins les frais financiers nets, les investissements industriels nets, les impôts versés, les dépenses de renouvellement, les charges de restructuration et les autres charges non courantes.

**L'endettement financier net (EFN)** représente la dette financière brute (dettes financières non courantes, courantes et trésorerie passive) qui inclut la dette locative IFRS16, nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie, des actifs liquides et des actifs liés au financement et y compris réévaluation des dérivés de couverture de la dette. Les actifs liquides sont des actifs financiers composés de fonds ou de titres de maturité initiale supérieure à trois mois, facilement convertibles en trésorerie, et gérés dans le cadre d'un objectif de liquidité tout en conservant un faible risque en capital.

**Le leverage ratio** rapporte l'endettement financier y compris IFRS 16 net de clôture à l'EBITDA y compris IFRS 16.

**Le taux de financement** est défini comme étant le coût de l'endettement financier net hors dettes de location financières IFRS 16 et hors variation de juste valeur des instruments non qualifiés de couverture, rapporté à la moyenne de l'endettement financier net hors dettes de location financières IFRS 16 mensuel de la période, y compris coût de l'endettement financier des activités non poursuivies.

**Le rendement des capitaux employés (ROCE) après impôts** est défini par le rapport entre :

- l'EBIT courant y compris quotes-parts de résultat net dans les entités mises en équivalence et après impôts. Il est calculé en soustrayant la charge d'impôt courante de l'EBIT courant y compris quotes-parts de résultat net dans les entités mises en équivalence. La charge d'impôt courante est la charge d'impôts du compte de résultat retraitée des effets d'impôt sur les éléments non courants ;
- les capitaux employés moyens de l'année, y compris actifs financiers opérationnels et participations dans les co-entreprises et les entreprises associées. Les capitaux employés retenus dans le calcul du ROCE après impôts sont donc définis comme la somme des actifs corporels et incorporels nets, des écarts d'acquisitions nets des pertes de valeur, des participations dans les co-entreprises et les entreprises associées, des actifs financiers opérationnels, du besoin en fonds de roulement d'exploitation et hors exploitation net, et des instruments dérivés nets diminués des provisions. Ils comprennent également les capitaux employés des activités classées en actifs et passifs destinés à la vente, hors activités abandonnées.

## Ressourcer le monde

Veolia Environnement

Société anonyme au capital de 3 498 626 330 euros

403 210 032 RCS Paris

Siège administratif :

30, rue Madeleine Vionnet – 93300 Aubervilliers – France

Tél. : +33 (0)1 85 57 70 00

Siège social :

21, rue La Boétie – 75008 Paris – France

[www.veolia.com](http://www.veolia.com)